Antilles dites françaises : la colère contre l'oppression

p. 10 à 12

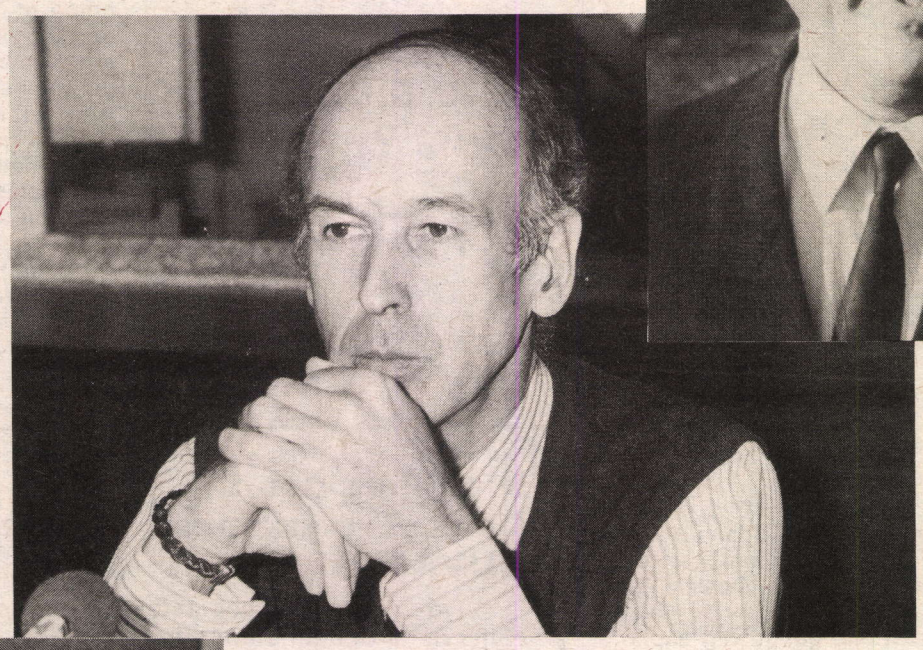
lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 618 - 5 avril 1980 - prix : 5 F

L'Amérique centrale sous la botte de l'impérialisme américain

p 8 et 9

De Broglie, Giscard, et leurs amis



le régime du (juste) "milieu"

Marées noires :

les Bretons en ont ras-le-bol

P. 20

M - 6189 - 618 - 5F

sommaire

Dans le monde

Page 7 :
— **Morts dans la mer du Nord et victimes du capital.**
Page 8 :
— **El Salvador : l'extrême-droite et l'armée veulent mettre un coup d'arrêt à la révolte.**
— **Grande-Bretagne : demi-succès pour les sidérurgistes.**
— **Iran : dur, dur, pour Carter.**
Page 9 :
— **L'Amérique centrale sous la coupe de l'impérialisme US : déjà une longue histoire.**
Pages 10 à 12 :
AUX ANTILLES DITES FRANÇAISES
— **La colère monte.**
— **A bas l'oppression coloniale et raciale !**

En France

Page 4 :
— **Un « revenu minimum familial garanti »... sur le papier !**
— **Travail noir : l'Etat prendra-t-il son pourcentage.**
Page 5 :
— **Le dilemne de Mitterrand : être ou ne pas être... candidat.**
— **Giscard ne fait pas recette.**
Page 6 :
— **Les grèves d'instituteurs.**
— **La lutte continue contre les mesures frappant les étudiants étrangers.**
page 13 :
— **Dans les entreprises : CKD (Grand-Couronne) : la Régie perd son procès contre le syndicat « Démocratie Ouvrière ».**
Pages 14 et 15 :
— **Travailleurs en lutte : nettoyeurs du métro parisien ; tri postal PLM Paris ; SKF Ivry ; CGCT Paris ; Vidéocolor Dijon.**
— **Grève de la faim de travailleurs immigrés à Clermont-Ferrand et à Bordeaux.**
Page 16 :
— **Renault Billancourt : licencié... pour accident du travail !**
— **Dans les entreprises : Hispano Bois-Colombes ; RVI Vénissieux ; Thomson.**

Divers

Pages 17 et 18 :
— **Livres :** Eleanor, chronique familiale des Marx **d'Yvonne Kapp ;** Paroles de patrons ; Le complexe atomique ; Les gens de Smiley **de John Le Carré ;** La résistance indienne aux Etats-Unis ; Le poids du temps.
— **Théâtre :** La folle de Chaillot de Giraudoux.
Page 19 :
— **Fims :** Le guignolo ; Ras le cœur ; Les Muppets.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON.
Composition : PPC, 25-27 rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris.
Impression : Interpress, 12, chemin du Haut-Saint-Denis, Aubervilliers.
Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

en bref

le Loto, un jeu de hasard, pas pour tout le monde

Gagner d'un seul coup 933 millions de centimes au Loto, comme cela est arrivé à une employée d'hôpital de La Ciotat, cela fait un certain choc. Pour cette travailleuse qui, seule, élevait jusqu'à présent quatre enfants avec un salaire de 3.000 F et 2.000 F d'allocations, c'est vraiment le gros lot ! Et certains journalistes ont même ironisé, méchamment, sur le fait que la travailleuse de La Ciotat a continué d'aller travailler, comme si de rien n'était, et n'a pas su quoi répondre quand on lui a demandé ce qu'elle comptait faire de tout cet argent. **« Drôle de riche »,** s'est moquée la presse bourgeoise. Empruntée par quelques centaines de millions ! Question d'habitude : les vrais riches savent quoi faire de cet argent de poche.

Cela dit, la bonne fortune de l'heureuse gagnante ne tombe pas du ciel. Ceux qui nous gouvernent ont organisé et institutionnalisé, avec le Loto ou le Tiercé, un système de collectage parmi les gens les moins fortunés : attirés par l'espoir d'être, pour une fois, l'élu du sort, ce sont eux qui apportent bénévolement leur contribution...

Et tandis que la grande masse rêve, que quelques-uns gagnent, l'Etat, lui, encaisse à tous les coups son pourcentage.

« France-Soir » : plus le mensonge est gros, plus il a de chances de passer... à la Une ?

Le lundi 24 mars (dans l'édition datée du lendemain) France-Soir **titrait sur 6 colonnes à la Une** « 12 marins otages de Khadafi ». **L'article qui suivait expliquait (3 colonnes en page 7) une affaire embrouillée de bateau français retenu depuis 5 mois à Tripoli avec les 12 marins en question.** France-Soir **précisait même qu'il tenait tout le récit de l'armateur français de Marseille qui affrétait le bateau.**

Pourtant, la nouvelle était fausse. Le France-Soir **du lendemain publiait un petit pavé... en page 5, où il n'était plus question d'otages, mais simplement de bateau retenu. Par un communiqué, l'armateur lui-même tenait à préciser qu'aucun de ses marins n'était gardé prisonnier. On avait pourtant cru comprendre que l'information qui avait permis de faire le gros titre venait elle aussi de l'armateur... Bizarre !**

Non loin du titre sur les « douze marins otages », dans le même numéro, il y avait un autre article en bonne place faisant état d'un texte tiré d'un « bulletin pétrolier » américain, où il était affirmé que les marées noires étaient un bienfait pour la Bretagne. Et France-Soir **d'insister sur l'indignation légitime des Bretons !**

En fait, il s'agissait d'un article humoristique paru en 1978 dans un journal satirique. Le France-Soir **du lendemain le rectifiait par un tout petit pavé.**

Tout le monde peut se tromper mais il y en a qui se trompent plus que d'autres... A croire qu'ils en font profession, pour vendre du papier.

Claude CHARVET

les pirates

La police vient d'arrêter un gang qui reproduisait des cassettes pour magnétophones et les écoulait à bas prix sans payer d'impôts ni de droits d'auteur. Le gang en écoulait 30.000 par mois depuis trois ans, paraît-il.

A cette occasion, la presse a révélé que le prix de revient des cassettes pirates était de 6 F, alors qu'elles sont vendues entre 30 et 50 F dans le commerce. Pourquoi cette différence de 24 à 44 F ? L'Etat est certes gourmand, et la SACEM, qui perçoit les droits d'auteur, essaie d'en récupérer le maximum. Mais cela n'explique pas tout : il y a les bénéfices des entreprises qui fabriquent ces cassettes !

On objectera que les gangsters avaient des frais en moins : ils ne faisaient pas les enregistrements originaux, seulement des reproductions. Mais tout de même, sur d'énormes quantités, cela ne joue pas énormément. On en déduit donc que les cassettes « honnêtes » sont vendues de 5 à 8 fois leur valeur. Vivent les cassettes pirates !

A.V.

encore en... quête d'une avoine ?

A peine terminée la parodie d'**« enquête d'utilité publique »** à Plogoff, les pouvoirs publics préparent l'ouverture d'une enquête similaire qui se déroulerait du 1er avril au 16 mai pour l'extension du site de « Chinon-Avoine », en vue d'y implanter deux nouvelles centrales nucléaires.

A croire que les CRS s'ennuient dans leurs casernes... Ils veulent ramasser d'autres avoines.

le Vietnam jette un os à la France

(Photo AFP)

Vingt-six ans après la fin de la guerre d'Indochine, les autorités de la République Démocratique du Vietnam viennent de faire cadeau à la France du cadavre d'un soldat inconnu, tombé pendant la guerre.

A l'occasion des cérémonies, le porte-parole de l'Elysée a déclaré : « Les anciens d'Indochine et le monde combattant, solidaires, espéraient depuis longtemps que soient levés les obstacles qui ont retardé ce transfert »...

Voilà qui est fait !

Les nostalgiques des épopées coloniales auront donc un soldat inconnu de plus à honorer.

Au fait, pourquoi toujours « inconnu » ? Parce qu'on est sûr que ce sont les seuls dont la famille ne peut demander des comptes ?

N'oubliez pas :
Dans 7 semaines, la fête de LUTTE OUVRIERE.

Trois jours de spectacles, de rencontres, de discussions dans une ambiance fraternelle.
Trois jours dans la forêt de

MERIEL - VILLIERS-ADAM
les samedi 24, dimanche 25
et lundi 26 mai

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix : 150 F
pour une période de six mois : prix : 85 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : prix : 50 F
CEUX DU TECHNIQUE
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : prix : 10 F
Ci-joint la somme totale de : francs .. ..
.. ..

NOM : .. ..
.. ..
Prénom : .. ..
.. ..
Adresse : .. ..
.. ..
.. ..
Code postal : .. ..
.. ..
.. ..

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18

(1) Rayer les mentions inutiles

éditorial

De Broglie, Giscard et leurs amis :

Le régime du « juste milieu »

LE giscardien et « prince » Jean de Broglie, ancien secrétaire d'Etat du général De Gaulle, député « Républicain Indépendant » de l'Eure, mourait assassiné le 24 décembre 1976. Cela fit sensation à l'époque, autant que le suicide de Robert Boulin il y a quelques mois.

Cinq jours après l'assassinat, le ministre de l'Intérieur, Michel Poniatowski à l'époque, affirmait que toutes les personnes impliquées dans le meurtre — le petit truand présumé assassin et deux complices, deux hommes d'affaires et un policier — avaient été arrêtées et que *« le coup de filet était complet »* ! Il y avait du louche, mais l'affaire était enterrée, classée... du moins jusqu'à ce que *Le Canard Enchaîné,* cette semaine, nous en donne plus, avec la publication de deux documents rédigés par certains policiers avant le meurtre.

Et l'on apprend que la police — du moins quelques responsables de services divers — était au courant de deux choses.

Premièrement, de Broglie était mêlé à un trafic d'émission de faux bons du Trésor — faussaire, le député ? — et il aurait par ailleurs commis une « indélicatesse » portant sur « plusieurs millions ».

Deuxièmement, en raison de l'indélicatesse en question, des hommes de main — armés par quel « cerveau » ? — s'apprêtaient à l'abattre.

La police savait cela. Jean Ducret, directeur de la police judiciaire hier et encore aujourd'hui, le reconnaît. Seul Poniatowski nie avoir été au parfum, du moins des projets d'assassinat, car pour ce qui est des affaires louches auxquelles se livrait son collègue giscardien de Broglie, il n'a en tout cas pas dit qu'il ne savait pas.

Un volcan qu'on croyait éteint menace donc de se réveiller... Des policiers, des hommes politiques connaissaient et les escroqueries auxquelles se livrait de Broglie, et les menaces de mort qui pesaient sur lui. Mais les amis policiers et les amis politiques ont couvert ce qui se tramait. Sans rien dire, ils ont laissé de Broglie vaquer à ses petits trafics. Sans rien dire non plus, ils l'ont peut-être laissé assassiner. De même qu'il y a peu de temps, certains notables RPR, connaissant les difficultés d'affaires de leur collègue Boulin et les problèmes de conscience qu'elles lui posaient, l'ont laissé plonger, sans rien dire, et dans les difficultés financières, et dans l'étang.

C'est que tous ces notables sont du même monde bourgeois et ont les mêmes mœurs. Ils sont en même temps politiciens et hommes d'affaires. Ils utilisent leur place et leur influence d'hommes politiques pour faire marcher leurs affaires ; et les bénéfices qu'ils tirent de leurs affaires pour conserver leur poste, distribuant probablement çà et là quelques pourboires ou protections aux policiers et aux truands, amis des policiers, dont ils peuvent avoir besoin.

Bien sûr, tout cela reste « secret d'Etat », ou « secret de l'instruction » comme l'invoque aujourd'hui le responsable de la police judiciaire, pour continuer à se taire. Sauf quand les règlements de comptes soit entre clans politiques — RPR contre UDF peut-être ou vice-versa —, soit entre bandes de gangsters rivales aboutissent à des drames, assassinat ou suicide.

Car paradoxalement, si on arrive à faire parler les morts par qui les scandales arrivent, il est bien plus difficile de faire parler les vivants. Motus et bouches cousues. La loi du silence est la règle dans ce monde de politiciens du « juste milieu » auquel Giscard se flattait récemment d'appartenir.

On comprend maintenant de quel « milieu » au juste il voulait parler !

Arlette LAGUILLER

TCHAD

La « neutralité française », intervalle entre deux interventions ?

Après bientôt deux semaines de guerre civile au Tchad, surtout dans la capitale, N'Djamena, les FAN, Forces Armées du Nord de Hissène Habré auraient remporté quelques avantages sur les FAP, Forces Armées Populaires de Goukouni. On n'en sait guère plus, mais même l'éventualité d'un succès complet de Habré sur Goukouni à N'Djamena — et on n'en est pas là — ne signifierait probablement pas la fin des combats au Tchad, puisque c'est le pays tout entier qui est partagé entre une bonne dizaine de bandes militaires qui se disputent le pouvoir.

Les souffrances de la population civile de N'Djamena, et du reste du pays ne semblent pas sur le point de prendre fin. La population de N'Djamena d'ailleurs cherche surtout à quitter la zone des combats et les réfugiés commencent à affluer au Cameroun

Dans cette situation confuse, les adversaires s'accusent mutuellement d'être soutenus en sous-main par la Libye ou par la France. Habré dit que Goukouni est un agent de la Libye et prétend qu'une colonne militaire libyenne se dirigerait vers N'Djamena ; la radio libyenne aurait annoncé que Goukouni appelait la Libye à son secours.

Il est vraisemblable que la Libye joue son propre jeu au Tchad, mais pour le moment rien n'indique une intervention directe. En revanche, les 1 100 hommes de l'armée française ont beau rester neutres — la presse ironise sur les « baroudeurs » devenus pour l'occasion infirmiers — ils sont quand même sur place, dans la base militaire de N'Djamena.

Pour l'instant les militaires français n'interviennent pas dans les combats, mais il existe d'autres façons pour les dirigeants de l'impérialisme français d'intervenir, ne serait-ce qu'en livrant des armes et de l'argent. Mais surtout, ce n'est pas par respect pour le droit des peuples à se déterminer eux-mêmes que l'armée française ne combat pas. Durant plusieurs années les troupes françaises se sont battues directement au Tchad. Et justement elles n'ont pas réussi à imposer un régime à la fois stable et pro-français. D'autre part, ils pensent sans doute qu'il vaut mieux ne pas intervenir de façon trop voyante aux côtés de l'une des fractions qui s'affrontent, de peur de faire l'unanimité contre celle-ci.

Aujourd'hui, les dirigeants français n'ont sans doute tout simplement pas encore définitivement choisi leur camp ; ils attendent l'issue du combat pour voir qui va l'emporter et miser « sur le bon cheval ». Mais tout ceci ne constitue pas ce qu'on appelle la neutralité. Les capitalistes français ont leurs intérêts financiers dans le pays et s'il y a une base militaire c'est justement pour les protéger. Comme quoi, la « neutralité » de l'armée française en Afrique n'est que l'intervalle de temps entre deux interventions.

Joëlle GERARD

A gauche Issène Habré, à droite Goukouni, durant une période d'entente. (photo AFP)

Un « revenu minimum familial garanti »... sur le papier !

Le conseil des ministres du 2 avril a approuvé un projet de loi instituant un revenu minimum familial en faveur des familles de trois enfants et plus, qui devrait maintenant être voté par le Parlement. « *La France sera ainsi un des premiers pays à avoir institué un revenu familial* » conclut triomphalement le communiqué du conseil des ministres.

De quoi s'agit-il donc ? Un revenu minimum qui s'élèvera à 4 200 F par mois pour trois enfants au 1er janvier 1981, sera garanti aux familles en question. Cela concernerait 150 000 familles, à qui serait ainsi versée la différence entre le revenu qu'elles touchent actuellement et ce minimum garanti.

Cette mesure « sociale », quand on y regarde de près n'a rien de bien mirobolant. Tout d'abord les familles de moins de trois enfants ne sont pas concernées, comme si elles n'avaient pas besoin elles aussi d'un revenu garanti. Ensuite, en ce qui concerne les familles de salariés, celles qui sont concernées sont seulement celles ayant au moins trois enfants dont le revenu total mensuel, comprenant salaires et allocations familiales, ne dépasse pas les 4 200 F.

Mais les familles qui toucheront cette allocation touchaient en fait déjà les allocations familiales. Le revenu garanti est si bas que les seules personnes concernées sont en fait celles qui touchent un salaire situé aux environs du SMIC et qui ne sont pas deux à travailler dans la famille. Comme elles touchent déjà des allocations familiales, la « rallonge » que l'Etat va leur verser du fait de la nouvelle loi sera finalement assez faible. Elle se montera selon Monique Pelletier, ministre délégué chargé de la Famille et de la Condition féminine, à une moyenne de 210 F mensuels. Autrement dit, l'annonce d'un « revenu familial garanti » n'est que l'habillage pompeux donné par le conseil des ministres à une augmentation mensuelle de 200 F environ des allocations familiales pour une partie des familles !

Quant aux familles « *dont les revenus sont moins réguliers ou moins bien connus* », c'est-à-dire les familles des non-salariés, des chômeurs et autres personnes sans revenu fixe, le revenu garanti en question n'en sera en fait pas un. Car le ministre a précisé que « *le gouvernement souhaite mettre en œuvre un dispositif simple leur évitant des démarches compliquées et des contrôles nombreux* ». Et c'est sous ce prétexte hypocrite que le complément sera d'un montant forfaitaire de 210 F mensuels, fixé ainsi parce que ce serait la moyenne de ce qui sera versé par famille ! Et tant pis si avec ces 210 F mensuels, la famille ne touche toujours pas le « minimum garanti » !

Comme quoi, même quand le gouvernement parle de « revenu garanti », il ne le garantit même pas.

Le « revenu minimum familial garanti » : une augmentation partielle des allocation familiales ! **(photo LO)**

Et il le fixe à un niveau faible pour que les ayants droit soient le moins nombreux possible, si bien que ce minimum ne les aidera guère à vivre. L'Union Nationale des Associations Familiales avait déjà estimé à 5 000 F par mois le minimum nécessaire à une famille pour vivre... en 1978 !

Mais ça ne fait rien, le conseil des ministres est content de lui !

A. F.

L'armée nous.. fichier

La Ligue des Droits de l'Homme accuse l'armée de posséder un fichier, codé « Q6 » sur lequel sont inscrites les opinions politiques d'un certain nombre de personnes ayant effectué ou effectuant leur service militaire. Elle a d'ailleurs publié quelques photocopies d'extraits de ce fichier.

Comme une loi du 6 janvier 1978 reconnaît le droit d'accès de toute personne aux informations la concernant sur un fichier, une délégation de la Ligue des Droits de l'Homme s'est donc rendue, accompagnée d'avocats et de personnalités politiques, au siège de la Sécurité militaire à Paris le 2 avril, pour demander à consulter ledit fichier. Comme on pouvait s'y attendre les autorités militaires ont refusé, à la suite de quoi une trentaine de personnes figurant sur ce fichier ont décidé de porter plainte.

L'armée se place donc au-dessus des lois, tout comme la justice militaire est au-dessus de la justice civile.

La Ligue des Droits de l'Homme aurait bien saisi de cette affaire la Cour européenne des Droits de l'Homme, seulement la France n'a pas signé l'article 25 de la convention des Droits de l'Homme et elle n'est donc pas engagée officiellement !

Au-dessus des lois, de la justice, des Droits de l'Homme... En toute « démocratie française » bien entendu, comme dirait Giscard.

A. V.

FUMANT

Profitant de la journée sans tabac, le ministre de la Santé a dénoncé les coupables du tabagisme : le service militaire, la publicité et... les enseignants qui fument devant leurs élèves !

Le ministre a raison : au pilori tous les responsables.

Au pilori ceux qui distribuent des cigarettes aux soldats du contingent.

Au pilori ceux qui autorisent la publicité.

Au pilori le chef des « dealers » de nicotine.

Mais au fait, ne serait-ce pas l'Etat ?

Travail noir : l'Etat prendra-t-il son pourcentage ?

Dans un rapport adressé à Giscard, Delorozoy, président de l'Assemblée des Chambres de commerce et d'industrie propose un certain nombre de mesures qui visent à lutter contre le « travail au noir ».

Le rapport précise que celui-ci aurait concerné, en 1978, 800 000 personnes en France, et que son chiffre d'affaires aurait atteint 90 milliards de francs (l'équivalent de celui de l'industrie automobile en France). C'est dire que le « travail au noir » n'est plus une activité marginale.

Ce « travail au noir » désigne, dans le rapport, aussi bien celui du bricoleur qui, le dimanche, pour arrondir ses fins de mois, se livre à quelques menus travaux que celui du chômeur qui n'a que le revenu des travaux qu'il peut ainsi trouver à effectuer de-ci, de-là, ou celui du travailleur « clandestin » qui travaille à plein temps de cette façon. La lutte des ouvriers turcs clandestins de la confection parisienne a montré que toute une industrie pouvait prospérer grâce au travail clandestin.

Le rapport Delorozoy souhaite une « application plus stricte des textes ». Les mesures envisagées vont du projet d'une « charte pour la maîtrise du travail clandestin » et d'une campagne d'information, à la création d'un timbre fiscal qui permettrait aux « travailleurs au noir » de se mettre en règle en acquittant leurs cotisations sociales d'une façon forfaitaire.

Ainsi, on ne mettrait plus l'accent sur la répression contre le « travail au noir », mais on le légaliserait. La création de petites entreprises de « petits travaux courants » serait même facilitée.

En fait, le développement du « travail au noir » apparaît lié à la crise. Il montre qu'un nombre de plus en plus grand de personnes sont contraintes de vivre comme elles peuvent, « en se débrouillant ». Les mesures sur la « légalisation » du travail au noir reviendraient en grande partie à officialiser cette situation en mettant simplement bon ordre au fait que, pour l'instant, l'Etat ne perçoit ni taxes ni cotisations sur cette partie de l'activité économique.

Tant il est vrai que dans ce domaine comme dans d'autres, c'est probablement la seule chose qui l'intéresse. Le reste, c'est-à-dire l'aggravation des conditions de vie et de travail que traduit le travail au noir, ce n'est pas le problème !

J. J. L.

Economisez, économisez, ils y gagneront toujours quelque chose

Le conseil des ministres du 2 avril qui a débattu de l'évolution de la consommation énergétique pour les dix ans à venir a fixé un certain nombre d'objectifs : le pétrole passerait de 57 % à 30 % de la consommation totale d'énergie. Le nucléaire passerait de 5 % à 30 %. Il a également préconisé un certain nombre de mesures visant à économiser l'énergie : isolation des logements, réduction de la consommation d'essence des automobiles, etc. Enfin il a annoncé son intention de relancer le charbon et de promouvoir des énergies nouvelles parmi lesquelles on a la surprise de trouver le bon vieux bois...

Toutes ces décisions n'auront de sens et ne seront suivies d'effets que si l'Etat soutient ses objectifs par des incitations financières, des aides à l'industrie, des dégrèvements fiscaux, comme toujours dans ces cas-là.

Compte-tenu de la situation actuelle de renchérissement du prix du pétrole, qui rend difficile un accroissement de la part du pétrole, l'orientation définie par le conseil des ministres est sans doute celle qui permettra les meilleurs profits pour les industriels. Pour ceux du nucléaire bien entendu qui sont assurés que l'on ne tiendra pas compte des inquiétudes de la population, et que le programme nucléaire suivra son chemin, quels que soient les dangers. Mais aussi pour tous les industriels qui feront des affaires dans l'isolation des logements, le remplacement des chaudières au fuel par des chaudières au charbon, etc. Selon Giraud, les activités liées aux économies d'énergies seront « *la locomotive fondamentale de l'activité économique française des années 80* ».

On va en dépenser de l'énergie, pour en économiser !

Le dilemme de Mitterrand

être ou ne pas être... candidat !

Le soutien apporté par Pierre Mauroy, maire socialiste de Lille, à une éventuelle candidature de Michel Rocard aux élections présidentielles, relance la question : qui sera le candidat socialiste en 1981, Mitterrand, Rocard ou un autre ?

Aussitôt après la déclaration de Mauroy, Rocard a rappelé qu'il n'était pas « candidat à la candidature », pas encore du moins, et que Mitterrand devait décider le premier. « Nous verrons bien après », **a-t-il précisé.**

Mais Mitterrand, apparemment, ne se décide pas. Il attend, sans se presser, quitte à laisser courir les rumeurs. Comme on ne peut guère avoir de doutes sur son ambition d'accéder, si possible, à la présidence de la République, il faut en conclure que son attentisme est justifié par quelques calculs tactiques, ou du moins quelques interrogations.

Peut-être, tout d'abord, Mitterrand n'estime-t-il pas utile, pour l'instant, de polémiquer avec Rocard au sein du Parti Socialiste.

Peut-être, surtout, préfère-t-il attendre, en ce qui concerne sa candidature, attendre et se réserver la possibilité... de ne pas se présenter.

C'est que les futures présidentielles ne se présentent pas pour Mitterrand comme celles de 1974, où il était dès le premier tour le candidat unique et commun de la gauche, ce qui lui donnait, sinon la certitude d'être élu, du moins des chances sérieuses de faire un bon score.

Pour 1981, la situation est plus hasardeuse pour le Parti Socialiste.

Le Parti Communiste persévère dans sa politique d'attaque systématique des dirigeants socialistes. Il est d'ores et déjà acquis que le PCF, au premier tour, présentera son propre candidat — Marchais. Mais il est même possible que, si restent en lice pour le second tour Giscard et le candidat socialiste, le PCF n'appelle pas à voter pour le second, expliquant qu'entre bonnet blanc et blanc bonnet...

Pour tout dire, il est probable que les scores que réalisera le candidat socialiste, au premier mais surtout au second tour — où il ne serait pas alors le candidat de la gauche — ne soient pas spécialement réconfortants, du moins comparés à des scores réalisés dans le passé.

Si le candidat socialiste est Mitterrand, et si le Parti Communiste ne fait pas voter pour lui au second tour, non seulement Mitterrand n'a quasiment aucune chance d'être élu, mais surtout il n'est plus ce qu'il a été dans le passé et tient à rester : « l'homme de la gauche ».

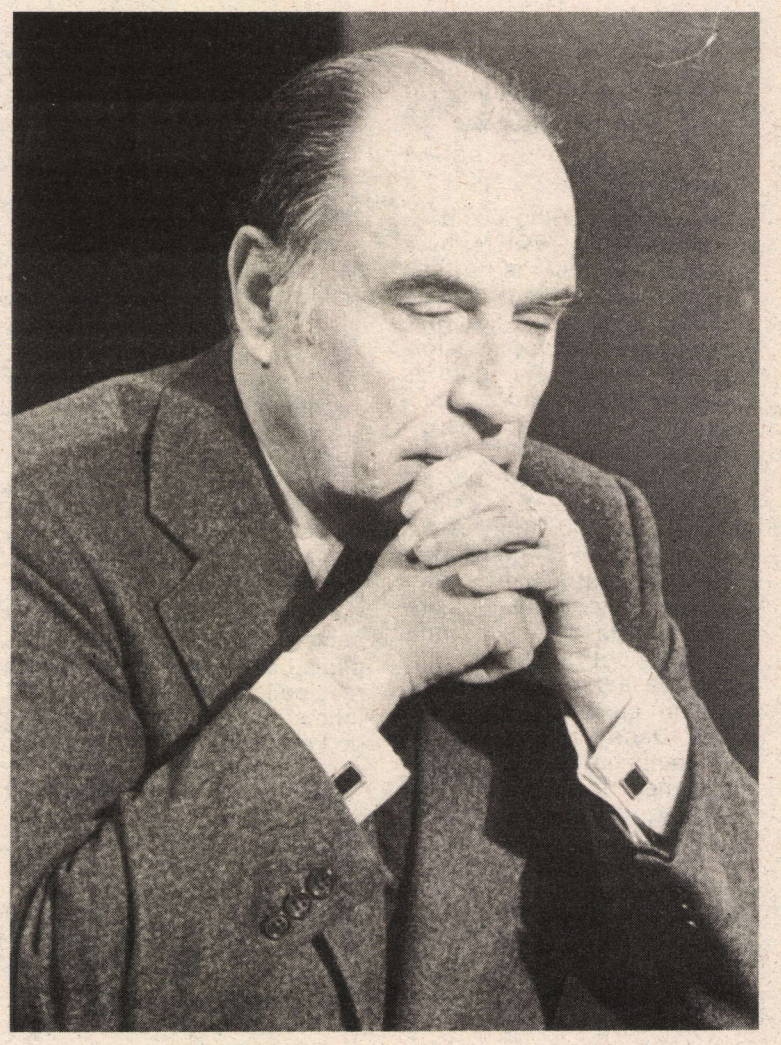
Le jeu en vaut-il la chandelle ? C'est ce qu'il faut peser. Et dans cette perspective, qui semble la plus probable du fait de la politique du Parti Communiste, Mitterrand peut faire le choix de laisser la place à un autre, qui essuierait en quelque sorte les plâtres, et se réserver pour les législatives suivantes, où le PCF adopterait peut-être une autre attitude.

Alors bien sûr, ce choix de n'être pas présent en 1981 n'est pas sans risques pour Mitterrand.

En cédant la place à Rocard, pour les présidentielles, le secrétaire du Parti Socialiste accroît le danger que Rocard gagne du terrain, et dans l'électorat socialiste et dans le parti lui-même. Cela peut être nuisible à Mitterrand. Mais cela peut l'être encore plus à tous ceux qui le soutiennent actuellement. Et ils pourraient lui en vouloir, au point de ne plus le suivre et le soutenir.

Alors, que faire ? Attendre, et voir venir...

Alain MARQUET



(AFP)

Giscard-show au Bourget : ça ne fait pas recette !

Le Mouvement des jeunes giscardiens a payé, et même assez cher, pour que des jeunes acceptent d'écouter Giscard, le samedi 29 mars au Bourget. Il n'y avait pas que Giscard d'ailleurs, il y avait aussi Joan Baez. Pour 30 F, voyage et repas compris depuis la province, ce n'était pas cher.

Bien sûr, nous, on n'y était pas. On ne fréquente pas ce milieu, et on ne sait de cette réunion que ce que la presse en a rapporté.

Selon **Le Monde, « des jeunes gens rémunérés, pas des militants, ont accueilli les cars » ; « un service d'ordre privé de trente-cinq personnes a été engagé » ;** etc. Quant aux cinq jeunes choisis pour dialoguer avec Giscard, quatre avaient la trentaine et le cadet vingt-deux ans. Giscard leur a répondu, comme à l'accoutumée, en noyant le poisson et en esquivant les réponses à certaines questions gênantes (la peine de mort par exemple). Il a en revanche promis une grande fête pour le bi-centenaire de la Révolution française, en 1989, dans neuf ans... Voilà de quoi exalter les jeunes !

On n'est jamais mieux applaudi que par soi-même. (AFP)

Selon la presse, il n'y avait que trois ou cinq mille jeunes au Bourget — soit moins pour Giscard et Joan Baez que pour Joan Baez toute seule. Un investissement guère rentable !

Mais il y avait aussi cent cinquante motards venus manifester sur l'autoroute du Nord, autour du Bourget. Ils protestaient contre la vignette moto. Ceux-là avaient réellement quelque chose à dire à Giscard. Mais ils n'ont rencontré que les CRS.

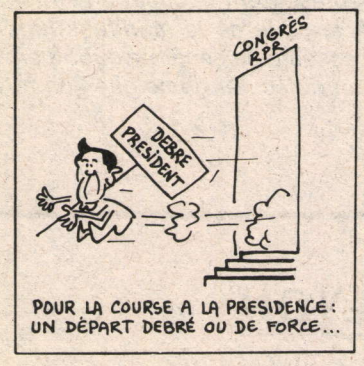
A.V.

Debré quitte la réunion

« Je suis tombé dans un guet-apens », **a déclaré Michel Debré en quittant, avant la fin et avec fracas, les journées dites « parlementaires » du RPR : gueuletons, visites des beautés de la Provence... messe aussi, il est vrai.**

Ce qui a mis Debré en boule, c'est que l'un des conseillers politiques du RPR, Claude Labbé, a déclaré que Chirac était « le seul candidat possible du mouvement » **pour les présidentielles de 1981. Debré, lui, pensait qu'il y en avait au moins deux !**

L'aveu aurait échappé spontanément à Claude Labbé. Pas sûr. Chirac ne se débrouille pas mal. S'il ne se déclare pas candidat pour l'instant — d'ici un an, la situation pourrait imposer un autre choix —, il prend soin de faire officieusement part de son éventuelle candidature par d'autres. Il se met sur les rangs par personne interposée. On est quelquefois mieux servi par d'autres que par soi-même.



Quant à Michel Debré, rageur, il aurait traité Labbé de « groom du RPR ». **Il est vrai que ce dernier l'a habilement poussé vers la sortie !**

Barre-toi !

Journée chargée pour Raymond Barre lors de sa venue à Lyon, ville dont il est député, le vendredi 28 mars.

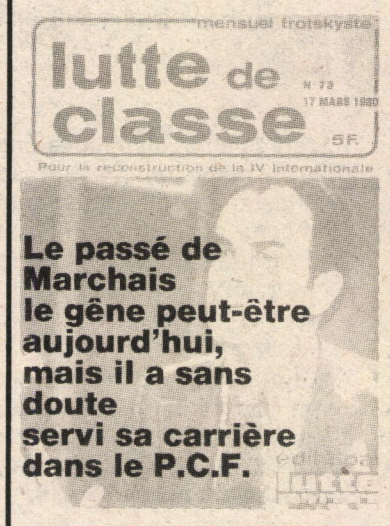
C'est par une manifestation qu'il a été accueilli le matin à la gare, où il venait inaugurer le « Salon du train » où était présenté, entre autre, le « Train à grande vitesse » TGV. Les cheminots, rejoints par des délégations CGT et CFDT des hospitaliers, de Rhône-Poulenc, des métallurgistes, ainsi que des communaux, ont tenu à montrer leur hostilité à la politique antiouvrière du gouvernement. Les CRS ont bouclé la gare pour permettre aux officiels de se retrouver autour d'un copieux buffet et les voyageurs se sont vus obligés de passer par une petite porte bien protégée pour prendre le train.

L'après-midi, « réunion de travail » avec Barre, Debatisse et des industriels de l'agro-alimentaire à l'usine Lenzbourg. Mais ils n'ont pénétré dans l'usine qu'après une charge de CRS contre les agriculteurs de la région venus discuter avec Debatisse, l'ancien secrétaire de la FNSEA, actuel secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

Sans prévenir, les CRS ont forcé le barrage des agriculteurs avec des grenades lacrymogènes. Un agriculteur a dû être envoyé d'urgence à l'hôpital.

Une journée à Lyon durant laquelle Barre et ses amis ont pu mesurer leur popularité.

Correspondant LO



Au sommaire de « Lutte de Classe », n° 73 :

— Le passé de Marchais le gêne peut-être aujourd'hui, mais il a sans doute servi sa carrière dans le PCF.

— A propos de la réforme Beullac : si les stages en usine, à 14 ou 15 ans, sont une « ouverture sur la vie », pourquoi la bourgeoisie n'y envoie-t-elle pas ses fils ?

— L'OPEP et la défense des pays producteurs de pétrole.

INSTITUTEURS DE GIRONDE

• L'inertie du SNI-PEGC

A l'initiative d'une école de Bordeaux-Nord une réunion rassemblant 38 instituteurs s'est tenue le vendredi 14 mars et a décidé d'appeler à participer à une assemblée générale le mardi 18 mars. Au cours de cette réunion, où étaient présents une centaine d'instituteurs syndiqués et non syndiqués représentant 40 écoles de la région bordelaise, un ordre de grève reconductible a été voté. Un comité de grève s'est constitué, centralisant toutes les actions menées par les grévistes et diffusant les informations recueillies lors des assemblées générales qui font le bilan de chaque jour de grève. Dans chaque secteur, les parents ont été associés au mouvement de grève, auquel ils apportent leur appui de différentes façons : pétitions, soutien financier, présence aux manifestations.

Un premier résultat a été obtenu : la direction départementale du SNI-PEGC jusqu'à maintenant se contentait de lancer des avertissements contre les « briseurs d'unité » ; un mot d'ordre de grève a été lancé pour le 1er avril, sous la pression des grévistes qui amenaient une pétition regroupant 800 signatures. Le secrétaire départemental n'a pu que déclarer : **« Je ne soupçonnais pas autant de combativité chez mes collègues » !** Ce qui en dit long sur la passivité et l'inertie de l'appareil syndical.

Correspondant LO

• Succès de la journée de grève

Mardi 1er avril, le mouvement de grève a touché 90 % des écoles de la Gironde. Les deux écoles normales de Bordeaux se sont jointes au mouvement. L'après-midi, nous nous sommes retrouvés plus d'un millier dans les rues de Bordeaux. En tête du cortège, le SNI. Derrière, le comité de grève tout aussi nombreux et autrement plus dynamique. **« Les enfants ne sont pas des sardines », « Non aux suppressions de classes ».** *Des parents et de nombreux enfants étaient avec nous dans la rue. L'imagination était loin d'être absente : une gigantesque boîte de sardines avec trentre ballons, représentant les enfants ; une grande pieuvre, représentant l'Education nationale ; des marionnettes et ballons. A la suite de la manifestation, nous nous sommes retrouvés à l'assemblée générale quotidienne, plus nombreux que d'habitude, pour discuter de ce que l'on fera à la rentrée. Affaire à suivre !*

Correspondant LO

LYON

Grève à l'UER-EPS

A l'UER-EPS de Lyon nous sommes en grève depuis le 17 mars pour protester contre la fermeture de la section STAPS de Nice (Science et techniques des activités physiques et sportives, formant les futurs professeurs d'éducation physique) et pour réclamer la création de postes au CAPES 1981, d'autant plus que le nombre d'heures d'éducation physique dans les lycées reste insuffisant.

C'est en apprenant la grève des étudiants de Nice que nous avons décidé de nous joindre à leur mouvement pour les soutenir, mais aussi pour défendre les revendications générales à l'ensemble des étudiants en EPS.

Depuis le 24 mars, nous occupons les locaux de l'UER-EPS en permanence, la grève et l'occupation étant reconductibles chaque jour. Nous avons toutefois décidé de laisser les étudiants de 4e année suivre les cours, pour ne pas gêner leur préparation au CAPES qui a lieu dans un mois.

Nous avons créé plusieurs commissions pour nous occuper les différents problèmes et nous organisons des actions ponctuelles pour faire connaître nos revendications. Vendredi matin par exemple, dès 7 heures, nous avons bloqué toutes les entrées du campus de La Doua pour en interdire l'entrée aux véhicules et nous ne laissions passer que les piétons auxquels nous avons distribué un tract expliquant nos problèmes.

L'après-midi, quelques-uns d'entre nous ont rejoint la manifestation des étudiants étrangers qui refusent l'examen de français pour entrer à l'Université.

Toutes ces protestations n'ont pas dû faire plaisir aux présidents des Universités et de l'INSA, qui dans les deux cas nous ont envoyé les flics.

Correspondant LO

Contre les mesures frappant les étudiants étrangers,

LA LUTTE CONTINUE

• Strasbourg

Boycott d'un examen

A Strasbourg, après la manifestation du 14 mars à laquelle nous étions près de 400 étudiants français et étrangers à participer pour protester contre les mesures gouvernementales, les étudiants regroupés dans un « Collectif pour la défense des étudiants étrangers » organisèrent le boycott de l'examen de langue française auquel le gouvernement veut astreindre 196 étudiants résidant depuis moins de trois ans en France et ne justifiant pas d'un baccalauréat reconnu équivalant au bac français.

Le lundi 24 mars, nous nous retrouvions à près d'une centaine à la faculté de lettres où devait se tenir l'examen. Le boycott fut voté par les candidats à une écrasante majorité. L'ambiance était chaude et les envoyés de l'administration et du rectorat n'avaient guère l'air rassurés lorsque les candidats firent irruption dans la salle pour empêcher l'épreuve de se dérouler.

Vendredi 28, les 196 étudiants étrangers étaient convoqués pour repasser l'examen, mais au rectorat, c'est-à-dire loin du campus. Par ailleurs, les candidats étaient divisés en une demi-douzaine de groupes convoqués à des heures différentes. Le but du rectorat était évident : il s'agissait d'empêcher un nouveau boycott. L'administration avait même pris soin de mélanger un maximum d'étudiants de nationalités différentes dans chaque groupe !

Mais toutes ces manœuvres échouèrent car, toute la journée, nous sommes restés à plusieurs dizaines devant le rectorat pour permettre à la majorité des candidats favorables au boycott de l'épreuve de la refuser.

Et à la fin de la journée, seules 41 personnes en tout, sur les 196 candidats, ont accepté de passer l'épreuve. Et ce résultat fut ressenti par tous comme une victoire.

Correspondant LO

• Grenoble

La lutte s'amplifie

Mercredi 26 mars (à Grenoble), nous étions dix mille à manifester dans la rue. Il s'agissait là de la plus importante manifestation étudiante à Grenoble depuis 1968. Aux cris de « Etudiants étrangers, français = solidarité », « Loi Bonnet, loi raciste », « Non, non, non, aux expulsions », **et en chantant** « Bonnet si tu savais, ta circulaire, ta circulaire, Bonnet, si tu savais, ta circulaire où on s'la met : au c... », **nous nous sommes rendus à la mairie, où des prises de parole ont eu lieu (notamment celles du maire de Grenoble et des syndicats enseignants, nous assurant de leur soutien). Depuis, le mouvement s'amplifie, organisé par un comité de grève central représentant toutes les facultés. Une assemblée générale de plus de 3 000 étudiants se réunit tous les deux jours. Dix commissions se tiennent régulièrement pour organiser l'animation de la grève, la popularisation de nos actions, les relations avec la presse, l'occupation du bâtiment administratif des sciences, le service d'ordre... Des piquets de grève sont envoyés chaque jour pour empêcher quelques cours d'avoir lieu. Ainsi en droit, vendredi 28 mars, cinquante étudiants investissaient un cours, montant sur les tables, jouant du tam-tam, dansant sous le nez du prof qui les traitait de voyous. Chacun scandait en claquant dans ses mains :** « Nous gagnerons ». **De leur côté, les grévistes de la faim continuent leur lutte, jusqu'à ce que les 218 étudiants qui ont boycotté le concours national de langue française soient inscrits régulièrement en faculté.**

Une vue de la manifestation du 26 mars à Grenoble **(photo LO)**

La grève s'est étendue, à partir du lundi 31 mars, aux Instituts Universitaires de Technologie (IUT) et à certaines écoles d'ingénieurs. Le conseil de l'université des sciences sociales s'est réuni, a accepté de ne pas remettre en cause les inscriptions des étudiants étrangers déjà inscrits et a demandé au ministre de revenir sur sa décision d'établir un barrage pour les étrangers qui désirent s'inscrire pour la rentrée d'octobre 1980. Le recteur, dans une conférence de presse, s'est borné à reprendre la position officielle du ministre. Devant ce blocage, les étudiants décidèrent d'organiser une manifestation, avec les grévistes de la faim en tête de la manifestation, avec comme objectif prioritaire l'inscription des étudiants que l'administration compte ne pas inscrire. Cette manifestation, qui s'est déroulée mardi 1er avril, fut un succès : des milliers d'étudiants sont allés du campus universitaire jusqu'au rectorat, où la manifestation s'est terminée.

Correspondant LO

Un « complot terroriste » français qui a besoin de sauce italienne

La police française tient ses dangereux terroristes ! *(AFP)*

A la suite du « coup de filet » opéré par la police française contre des « terroristes », dix-neuf personnes ont été déférées devant la Cour de sûreté de l'Etat. Parmi elles, quatre Italiens qui, selon la police, seraient membres d'organisations terroristes transalpines comme les « Brigades Rouges » ou « Prima Linea ». Les quinze autres sont françaises, accusées d'avoir participé à diverses actions armées ou attentats, dont celui qui a visé le bureau du ministre de la Coopération, Robert Galley.

Mais de quoi sont accusés ces « terroristes » français ? En fait, de pas grand-chose. Quelques bombes ont été déposées ces mois derniers, notamment au ministère de la Santé, au ministère du Travail et au siège de la Sonacotra. L'attentat le plus sérieux — au moins dans ses intentions — est celui qui s'est traduit par des coups de feu contre le bureau du ministre Galley, qui n'ont d'ailleurs touché que les murs ou le mobilier. Mais ses auteurs ne seraient pas parmi les dix-neuf personnes arrêtées ; ce seraient justement les deux qui ont échappé à la police !

Mais il se trouve que, au domicile des quatre Italiens arrêtés au Brisc, dans le Var, on aurait trouvé de fausses cartes d'identité italiennes, du même modèle que d'autres retrouvées chez l'un des « terroristes » français. La preuve serait ainsi faite de la « collusion franco-italienne » entre réseaux terroristes. Les « Brigades Rouges » auraient fait école en semant des petits en France : le groupe « Action Directe », lui-même le successeur des NAPAP (Noyaux Armés pour l'Autonomie Prolétarienne) ou autres GARI (Groupement Autonome Révolutionnaire Internationaliste).

Du coup, l'imagination de quelques journalistes aidant, le « coup de filet » de la police française devient un remarquable fait d'armes. Un coup décisif aurait été porté aux « Brigades Rouges », contre lesquelles la police italienne butte pourtant depuis des années. Grâce à la police française, un « cerveau » des « Brigades Rouges » aurait été découvert, et peut-être même l'homme qui a tué Aldo Moro.

Du côté italien, on doit prendre les choses un peu plus calmement. Car là-bas, c'est à peu près tous les mois que l'on arrête un « cerveau » des « Brigades Rouges », ou l'homme qui aurait tué Aldo Moro. Mais bien que la liste des emprisonnés s'allonge, les « Brigades Rouges » continuent d'opérer dans la péninsule italienne, comme elles l'ont encore fait le 1er avril en attaquant le siège de la Démocratie Chrétienne à Milan et en blessant quatre personnes.

Certes, les choses sont sérieuses du côté italien, où les « Brigades Rouges » ou « Prima Linea » sont lancées dans ce qu'elles nomment une « guerre » contre l'Etat, qui d'ailleurs n'a rien à voir avec la véritable lutte révolutionnaire. Les révolutionnaires ne sont partisans de la violence que lorsqu'elle est l'expression de la lutte de classe, le moyen de défense et d'attaque de la majorité des opprimés contre les oppresseurs. Hors de cela, les actions individuelles, comme celles des « Brigades Rouges » ou autres, sont rarement utiles à la classe ouvrière, et le plus souvent nuisibles. C'est d'ailleurs le cas, précisément, de l'action des « Brigades Rouges » en ce moment en Italie.

Mais du côté des groupes français, les choses n'en sont pas là. Les « actions » dont on nous parle tiennent plus de la réaction puérile que de l'action terroriste. C'est pourquoi la « collusion » avec les groupes italiens vient à point nommé pour donner un peu de consistance aux accusations contre les dix-neuf Français arrêtés... et du coup un peu de relief à l'action de la police française !

Tant il est vrai que, quand le « complot terroriste » n'existe pas, il est parfois utile de l'inventer...

André FRYS

Morts dans la mer du Nord et victimes du capital

(éditorial des bulletins d'entreprise)

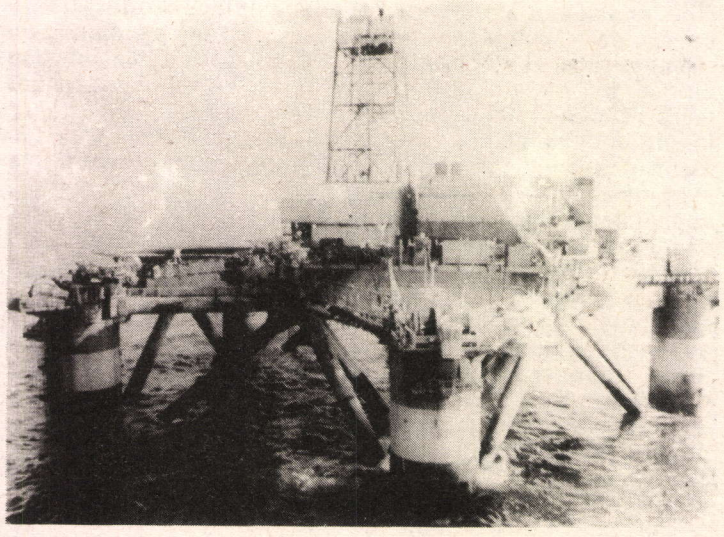
Bilan de la catastrophe de l'*Alexander Kielland* en mer du Nord : 140 morts, dont 100 que la télé et la presse disaient au début pudiquement « disparus ». Et lorsque journalistes et officiels posent la question « Qui est responsable ? », c'est avant tout en fonction des intérêts en cause. Les morts engloutis, c'est triste, mais ce sont surtout les profits noyés qui comptent !

La société qui a fabriqué la plate-forme est la Compagnie Française d'Entreprises Métalliques, de Dunkerque, une filiale des groupes Usinor et Sacilor. Du côté des industriels français, comme du gouvernement et des journalistes français, on affirme donc que la conception de la plate-forme était parfaite, qu'il n'y avait aucun risque et que la faute en revient à la société pétrolière utilisatrice, la Phillips Petroleum, qui avait transformé la plate-forme destinée au forage en logement pour les travailleurs.

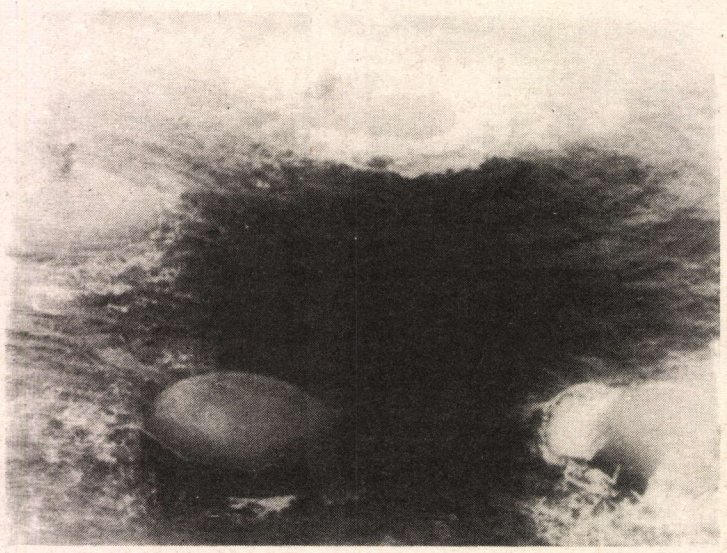
Du côté des utilisateurs, bien sûr, on nie que ces aménagements aient nui à la sécurité. La technique fait sûrement des miracles, mais pas toujours car, à voir, comme l'a montré la télé, que les flotteurs sont immergés à 30 ou 40 mètres sous les plates-formes soumises à des vents de 160 à 200 km/heure parfois, et à des vagues qui peuvent atteindre 20 mètres de haut, on se demande comment elles ne se retournent pas plus souvent. En tout cas les images qui montrent les flotteurs à la surface et la plate-forme sous la mer donnent l'impression que c'est cette position qui est la plus stable.

Alors, erreur de conception ou d'utilisation ? La question n'a d'importance que pour les assurances de ces messieurs de la CFEM ou ceux de la Phillips Petroleum. Et s'il s'avère qu'il y a eu erreur de fabrication, la société française risque de perdre un marché.

Mais peu nous importe, à nous, de savoir qui va perdre le plus de fric. Ce qui nous reste sur le cœur, ce sont ceux qui ont payé de leur vie alors qu'ils n'étaient pas responsables, les 140 travailleurs et ingénieurs engloutis dans les eaux glacées de la mer du Nord parce que des capitalistes ont fabriqué et utilisé une installation insuffisamment étudiée, qui s'est retournée en cinq minutes comme un bouchon. Et pour un peu, c'était pire encore, si l'*Alexander Kielland* avait percuté la plate-forme de forage toute proche et si le choc avait entraîné une nouvelle marée noire, gigantesque, comme celle qui vient de ravager le golfe du Mexique.



La plate-forme flottante s'est retournée comme un bouchon : ci-dessus avant l'accident. Ci-dessous après la catastrophe : seuls les flotteurs émergent. *(AFP)*



Alors qu'on ose nous parler de « l'association Capital-Travail », on voit comment les capitaux vont dans la poche des uns, par exemple par l'exploitation forcenée du pétrole, même en pleine mer. On voit aussi comment le travail entraîne la mort des autres, sur ces plates-formes qu'on dit absolument sûres alors qu'elles ont déjà fait 82 morts depuis 1975, avant la catastrophe d'aujourd'hui. Bien sûr, les 10 000 travailleurs des quelque 100 plates-formes de forage en pleine mer gagnent ce que les bourgeois appellent de « bons » salaires, 50 % ou 60 % plus élevés que sur la terre ferme. Mais ça leur sert à quoi, une fois engloutis à 40 mètres de profondeur ?

Et cette plate-forme de la mer du Nord est tout un symbole de la société inhumaine qu'on nous impose : les capitaux et les profits d'abord ! Pour que ceux-là ne fassent pas naufrage, il faut toujours plus d'énergie et toujours plus de morts !

Après avoir envoyé des générations de mineurs crever à des centaines de mètres sous terre pour extraire le charbon, le Capital s'est rué sur « l'or noir » jusqu'au fond des mers, quitte à utiliser des techniques qui ne sont pas au point. Et puis il se rue maintenant sur l'atome et hérisse la terre de centrales nucléaires, qui n'ont pas tué, ni pollué... encore.

Tués ou mazoutés aujourd'hui en pleine mer ; irradiés demain sur terre. Le capitalisme tue les hommes et pollue la planète, mais enrichit les bourgeois qui ne prennent pas les mêmes risques, même si quelques-uns meurent d'infarctus, parce qu'ils mangent trop, ou de mauvaises fractures, parce qu'ils tombent de cheval.

Alors, il serait grand temps que les travailleurs cessent de se faire tuer pour le Capital, prennent la bonne et juste rage et fassent partager aux bourgeois les risques de l'exploitation.

El Salvador

L'extrême-droite et l'armée veulent mettre un coup d'arrêt à la révolte

Quarante morts, plusieurs centaines de blessés : tel est le bilan des fusillades qui ont éclaté lors des obsèques de l'archevêque Roméro, le dimanche 31 mars à San Salvador, la capitale.

Tandis que la junte au pouvoir tente de faire porter la responsabilité de cette fusillade à l'extrême-gauche, de nombreux témoignages — dont celui des vingt-trois évêques présents à ce moment dans la cathédrale — affirment que les premières bombes et les premiers coups de feu ont été tirés du Palais National, siège du ministère de la Défense.

Qui d'ailleurs pourrait en douter ? En fait, depuis que la population salvadorienne a commencé de se mobiliser, l'extrême-droite mène, par l'intermédiaire de commandos para-militaires, de la police, de l'armée (et il est bien difficile à chaque fois de distinguer les uns des autres), une politique terroriste systématique. Terrorisme à l'encontre des militants de gauche ou d'extrême-gauche (par l'assassinat, l'enlèvement, l'attentat à la bombe). Mais aussi terrorisme à l'encontre des masses elles-mêmes. C'est ainsi que le massacre qui vient de se dérouler est loin d'être le premier du genre : les 22 et 23 janvier, des tireurs, de la même façon, faisaient feu sur des manifestants. Bilan : 20 morts. Le 12 février, dans les mêmes circonstances, une manifestation d'étudiants et de lycéens essuyait une fusillade. Bilan : 12 morts. Et plus récemment, la résistance des possédants à la réforme agraire et aux revendications paysannes s'est traduite par de véritables massacres dans les campagnes.

Cette politique de terreur vise bien sûr la mobilisation populaire. Les tueurs d'extrême-droite, les chefs de l'armée et de la police, tentent de cette façon de contraindre les paysans et les travailleurs salvadoriens à rentrer dans le rang. Mais jusqu'à présent, cette politique n'a fait qu'exaspérer la révolte de la population.

Alors, comment cette situation va-t-elle évoluer ? Il est bien sûr impossible de le prévoir. L'armée, l'extrême-droite, les possédants réussiront-ils à faire à nouveau régner leur ordre, au prix d'un massacre ? Ou bien au contraire, comme au Nicaragua, la population en finira-t-elle avec la dictature militaire et ses annexes terroristes ? Tout dépendra dans les semaines à venir de la mobilisation de la population du Salvador.

Marie-Claude SOLLAC

Le 30 mars, la foule, sous le feu des fusils, cherche à s'échapper. (AFP)

Grande-Bretagne

Après trois mois de grève, un demi-succès pour les sidérurgistes

Jeudi 3 avril, à 6 heures du matin, les premières équipes de sidérurgistes britanniques devaient reprendre le travail, pour la première fois depuis trois mois. Les dirigeants syndicaux ont en effet appelé à la reprise, après la décision de BSC, le trust nationalisé de l'acier, d'accepter les recommandations d'une commission d'arbitrage. Les grévistes obtiennent une augmentation générale de 11 %, assortie d'une augmentation provisoire de 4,5 % à valoir sur les accords de productivité qui seront signés, entreprise par entreprise, dans les trois mois à venir.

On est loin des 5 % qu'avait proposés BSC au début janvier. Mais on est loin aussi des 20 % « sur la table », c'est-à-dire libres de toute condition de productivité, que revendiquaient les grévistes, revendication qui n'avait pourtant rien de bien extraordinaire quand on sait que le taux d'inflation dépasse les 19 % et que d'autres secteurs, tels les mines, les chemins de fer ou la sidérurgie privée, ont obtenu des augmentations supérieures ou égales à 20 %.

Mais surtout, la principale revendication des secteurs les plus dynamiques de la sidérurgie en grève, l'annulation des 52 000 licenciements annoncés il y a quatre mois par BSC, reste en suspens ; et déjà plusieurs aciéries représentant 11 000 emplois ne rouvriront pas leurs portes le 3 avril. Il est vrai que la plus importante d'entre elles, celle de Shotton (6 000 ouvriers), sera en principe rachetée par un groupe privé. Mais combien seront réembauchés, et à quelles conditions, nul ne le sait. Par ailleurs, BSC ne cache pas son intention d'obtenir l'assentiment des syndicats pour la suppression de 12 000 emplois supplémentaires, dans le cadre des futurs accords de productivité qui seront négociés dans chaque aciérie. Or, là-dessus, les syndicats n'ont adopté aucune position de principe. Enfin, dans la région de Grande-Bretagne la plus touchée par le chômage, le pays de Galles, BSC doit toujours supprimer 12 000 emplois, entraînant sans doute au moins deux fois autant de licenciements dans les mines de charbon et les industries de transformation métallurgiques locales.

Les dirigeants syndicaux eux-mêmes ne cachent pas que la situation n'est pas si simple pour eux : faire reprendre 140 000 ouvriers après trois mois de grève n'est pas une tâche si aisée et, malgré tous leurs efforts, il n'est pas impossible qu'il y ait des « bavures ».

D'autant que plusieurs milliers de sidérurgistes sont actuellement disséminés dans tout le pays, loin de leurs lieux d'habitation, pour participer aux piquets de grève qui, depuis trois mois, s'opposent à l'importation d'acier dans le pays. Il n'est d'ailleurs pas certain non plus qu'au pays de Galles ou dans le Yorkshire, les régions où la grève était la plus suivie, les sidérurgistes acceptent de reprendre sans rechigner, eux qui placardaient il y a quelques semaines leurs villes de slogans tels que : « Le chômage, c'est la mort lente. Mort au chômage ! ». De même, il n'est pas certain, malgré les consignes syndicales, que la reprise se fasse facilement chez les 8 000 dockers de Liverpool, principal port sidérurgique d'Angleterre, en grève totale depuis deux semaines, après la suspension d'une centaine de travailleurs qui refusaient d'effectuer un chargement d'acier. Il ne sera pas facile de mettre un terme à la grève générale des docks prévue à partir du 2 avril, mais déjà démarrée sans attendre les consignes syndicales, dès le 1er avril, dans plusieurs grands ports.

Bref, tout est encore en suspens. Et rien ne dit que les grévistes, que les dirigeants syndicaux se sont bien gardés de consulter, acceptent de reprendre seulement sur un demi-succès.

François ROULEAU

Une manifestation de sidérurgistes à Sheffield, le mois dernier. (AFP)

Iran

Dur, dur pour Carter

Une nouvelle fois, Carter est tenu en échec en Iran. L'ayatollah Khomeiny est resté une fois de plus sur ses positions concernant les otages de l'ambassade américaine à Téhéran. « *Les otages détenus par les étudiants islamiques ne seront pas transférés* » (sous l'autorité du gouvernement iranien) a déclaré Khomeiny.

Carter peut menacer de prendre de nouvelles sanctions contre l'Iran, il peut parler de rupture des relations diplomatiques, d'expulsion éventuelle des USA des diplomates et des 40 000 étudiants iraniens, il peut évoquer l'embargo, voire le blocus maritime : Khomeiny ne cède pas. Il persiste...

Dans un premier temps, le président de la République iranienne, Bani Sadr, a semblé pour sa part conciliant ; mais il s'est finalement aligné sur Khomeiny. Pour l'instant donc, l'Iran continue à tenir tête au géant américain.

C'est une nouvelle gifle pour Carter, qui n'a su que dire : « *La patience des Etats-Unis n'est pas sans limite* ». Mais les limites sont élastiques, puisque voilà déjà cinq mois que les diplomates américains sont otages.

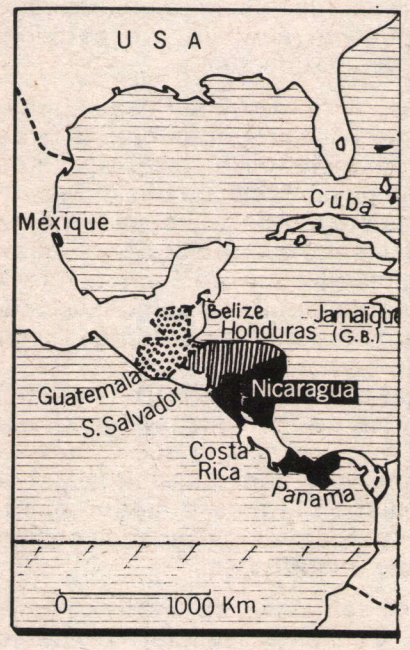
En fait, Khomeiny démontre que les USA eux-mêmes ne peuvent pas grand-chose face à des gouvernements et des peuples décidés à ne pas céder. Les menaces et les mesures de rétorsion n'ont pas fait plier les Iraniens jusqu'ici. De nouvelles mesures que Carter agite, mais sans se décider à les appliquer, ne feraient sans doute pas plus céder Khomeiny. Même une intervention militaire, dont les USA ont repoussé l'éventualité jusqu'à présent, créerait peut-être une situation catastrophique dans toute cette région du monde. Mais il est douteux qu'elle amène Khomeiny et les Iraniens à abandonner devant les USA.

Alors, Carter en semble réduit à alterner pleurs et grincements de dents. Pour l'instant, ses menaces et les mesures de rétorsion contre l'Iran ont conservé à Carter un certain crédit auprès de l'opinion américaine, si l'on en croit les sondages du moins. Mais cela ne durera peut-être pas, si l'affaire de l'ambassade américaine à Téhéran ne trouve pas d'issue favorable aux USA.

Les élections n'ont lieu qu'en novembre. Carter, le premier otage de Khomeiny, tiendra-t-il donc encore huit mois dans des conditions de détention politiques aussi pénibles ?

Frédéric FERRIERES

L'AMERIQUE CENTRALE SOUS LA COUPE DE L'IMPERIALISME US : DEJA UNE LONGUE HISTOIRE



Depuis quelques mois, l'Amérique centrale est devenue l'un des points-chauds du globe. Les sanglants événements d'El Salvador le rappellent, la victoire des sandinistes au Nicaragua a renforcé la confiance et la détermination de tous ceux qui y luttent contre les dictatures en place. Et l'une des questions qui se posent à ce propos est celle de la politique de l'impérialisme US.

Au Nicaragua, ses dirigeants ont maintenu jusqu'au bout leur appui au dictateur Somoza, mais les USA ne sont pas intervenus militairement pour lui venir en aide et ont même reconnu ensuite le nouveau gouvernement sandiniste. Quelles seraient les réactions de l'impérialisme US devant des événements semblables au Salvador, ou dans d'autres Etats de la région ? C'est difficile à dire.

Pour comprendre la manière dont les Etats-Unis peuvent envisager leur politique dans cette partie du monde, il n'est pas inutile de remonter plus loin en arrière, à l'origine même de ces Etats d'Amérique centrale. C'est ce que nous faisons ci-dessous — en commençant par la période qui s'écoule de la colonisation espagnole à la Deuxième Guerre mondiale — et ce que nous nous proposons de continuer dans d'autres articles à paraître dans nos prochains numéros.

Après la domination de l'Espagne...

Les Etats d'Amérique centrale se sont constitués dans le cadre de la colonisation espagnole de l'Amérique latine. De 1544 à 1821, ils constituaient la « capitainerie de Guatémala » (à l'exception de l'actuel Panama et de l'actuel Belize) appartenant à la « Nouvelle Espagne ». Au sein de cette « capitainerie », les divisions administratives coloniales préfiguraient les actuelles frontières entre Etats centre-américains.

Quand sonna l'heure de l'indépendance pour les colonies espagnoles d'Amérique, l'ancienne « capitainerie » du Guatémala se rattacha d'abord au Mexique (1821-1822). Mais dès 1823, l'Amérique centrale rompait avec le Mexique, se déclarait à son tour indépendante, se donnait un an plus tard une Constitution inspirée de celle des Etats-Unis, créant ainsi la République fédérale de Centre-Amérique.

Mais si la colonisation espagnole avait unifié administrativement l'Amérique centrale, cette unité n'avait pas de racines profondes, en particulier sur le plan économique, où l'économie de chaque province était organisée pour l'exportation en direction de la métropole espagnole des métaux précieux, de canne à sucre ou de colorants. En fait, les conflits entre les différents Etats se succédèrent et la République fédérale se disloqua finalement en 1838. Ses cinq Etats prirent alors l'un après l'autre le titre de République.

...celle de l'Angleterre...

Mais en conquérant leur indépendance, ces petits Etats n'avaient abouti qu'à changer de domination. La Grande-Bretagne, rapidement, s'assura le contrôle des branches les plus importantes du commerce, des importations et des exportations.

Seule transformation : ce n'étaient plus les métaux précieux et les teintures qui constituaient l'essentiel des exportations — et de l'économie — mais un nouveau produit, le café. Avec lui, à partir de 1838, commença le règne des grandes monocultures d'exportation, qui marquent encore l'économie de tous les Etats d'Amérique centrale. La commercialisation et le transport du café étaient entre les mains de capitalistes européens et nord-américains. Un peu plus tard, une nouvelle production, elle aussi destinée à l'exportation, commença à se développer : la banane.

Ainsi l'économie de ces Etats tombait sous la coupe directe des capitaux et du marché impérialistes.

Très tôt, cette région fut l'objet de rivalités et de luttes d'influence entre les différentes puissances capitalistes.

Les Etats-Unis ont été les premiers intéressés à faire pièce à l'influence britannique. Dès 1823, le président des Etats-Unis, Monroe, récusait le droit des puissances européennes à intervenir en Amérique latine : « *Les continents américains ne sauraient désormais être considérés comme objets de future colonisation par aucune puissance européenne* ». Mais cette revendication de « *l'Amérique aux Américains* » signifiait « l'Amérique aux Etats-Unis ».

C'est évidemment avec leur voisin immédiat, le Mexique, que l'expansionnisme des Etats-Unis fut le plus visible. Au cours de deux guerres (1836 et 1845), ils amputèrent celui-ci, à leur profit, de la moitié de son territoire. Et dans l'isthme centre-américain, les Etats-Unis se heurtèrent très vite aux intérêts britanniques.

Cette région commande une voie de communication entre le Pacifique et l'Atlantique. C'était le cas même avant le percement de l'isthme de Panama. Elle avait donc pour les Etats-Unis une importance déterminante. Dès 1838, le Nicaragua fut l'objet de rivalités entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne : c'était là que passait alors la route la plus courte reliant les deux océans et, avec la construction par les Etats-Unis d'une voie ferrée, elle devenait un élément essentiel de la liaison entre les côtes est et ouest. Et dès ce moment, les Etats-Unis intervinrent militairement dans la région pour « rétablir l'ordre ».

...puis des Etats-Unis

Ce n'est pourtant qu'à partir de 1898 que cette intervention des Etats-Unis en Amérique centrale prit un caractère massif et permanent.

Les Etats-Unis devenaient en effet la première puissance économique du monde. Et ils cherchaient des débouchés extérieurs pour leurs capitaux et leurs marchandises.

Tout naturellement, le jeune impérialisme américain se tourna d'abord vers l'Amérique latine ; et en premier, vers des petits pays de l'Amérique centrale. Les capitalistes américains avaient déjà créé de nombreuses plantations de bananes au Costa Rica, au Honduras, au Guatémala, à Panama. Mais à partir de 1898, leurs interventions se multiplièrent, visant à faire de la mer des Caraïbes, un « *lac américain* ».

En 1898, la guerre contre l'Espagne qui, officiellement, visait à « *libérer Cuba* (encore possession espagnole) *de la tutelle coloniale* » aboutissant à placer l'île sous la dépendance directe des Etats-Unis (qui se firent reconnaître alors un droit permanent d'intervention militaire), en même temps que Porto Rico (ainsi que les Philippines et l'île de Guam dans le Pacifique).

En 1902, les Etats-Unis rachetaient la concession française sur le canal de Panama, dont les travaux avaient été interrompus en 1889. L'isthme de Panama faisait alors partie intégrante de la Colombie. Le gouvernement de ce dernier pays se faisant tirer l'oreille quant aux conditions de la concession, les Etats-Unis organisèrent une pseudo-insurrection qui déclara la sécession de Panama. Celui-ci devint ainsi en novembre 1903 le septième Etat de l'Amérique centrale. Le gouvernement du nouvel Etat accorda une concession à perpétuité aux Etats-Unis, quelques jours plus tard, sur la zone du canal. Le canal entra en service en août 1914. Il donna à cette région, pour les Etats-Unis, un surcroît d'importance ; plus que jamais, elle devint pour eux un secteur vital.

Cette intervention était d'ailleurs loin de conclure le chapitre des interventions américaines en Amérique centrale. Entre 1912 et 1920, les Etats-Unis intervinrent en effet militairement au Nicaragua (qui fut occupé par les Marines de 1922 à 1925 et de 1929 à 1933), au Mexique (de 1914 à 1917), à Saint-Domingue en 1904, à Haïti (occupé de 1915 à 1934), au Costa Rica, à Panama, au Honduras et au Guatémala. Il s'agissait tantôt de se porter au secours d'un chef d'Etat menacé, tantôt au contraire de remplacer un chef d'Etat par un autre.

A partir de 1929, les Etats d'Amérique centrale furent très touchés par les effets de la grande crise économique. Leur économie, reposant sur un nombre limité de produits d'exportation, s'effondra en même temps que les cours. Et sur le plan politique, la crise se traduisit par l'installation au pouvoir de dictatures particulièrement féroces.

Jusque-là, les luttes de factions avaient entretenu dans tous les Etats une instabilité politique permanente, coups d'Etat ou élections truquées se succédant. Les dictateurs qui apparurent alors, Ubico au Guatémala, Martinez au Salvador, et Somoza au Nicaragua, noyèrent toute opposition et toute protestation populaire dans le sang. Ils assurèrent à la domination de l'impérialisme américain et aux bonnes affaires des capitalistes américains toute la tranquillité souhaitable jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

Jean-Jacques LAMY

Les sept Etats qui composent l'Amérique centrale (Guatémala, Nicaragua, Salvador, Costa Rica, Panama, Honduras et Belize) s'étendent au total sur 531.888 kilomètres carrés (à peu près la superficie de la France), pour une population estimée à plus de 17 millions d'habitants.

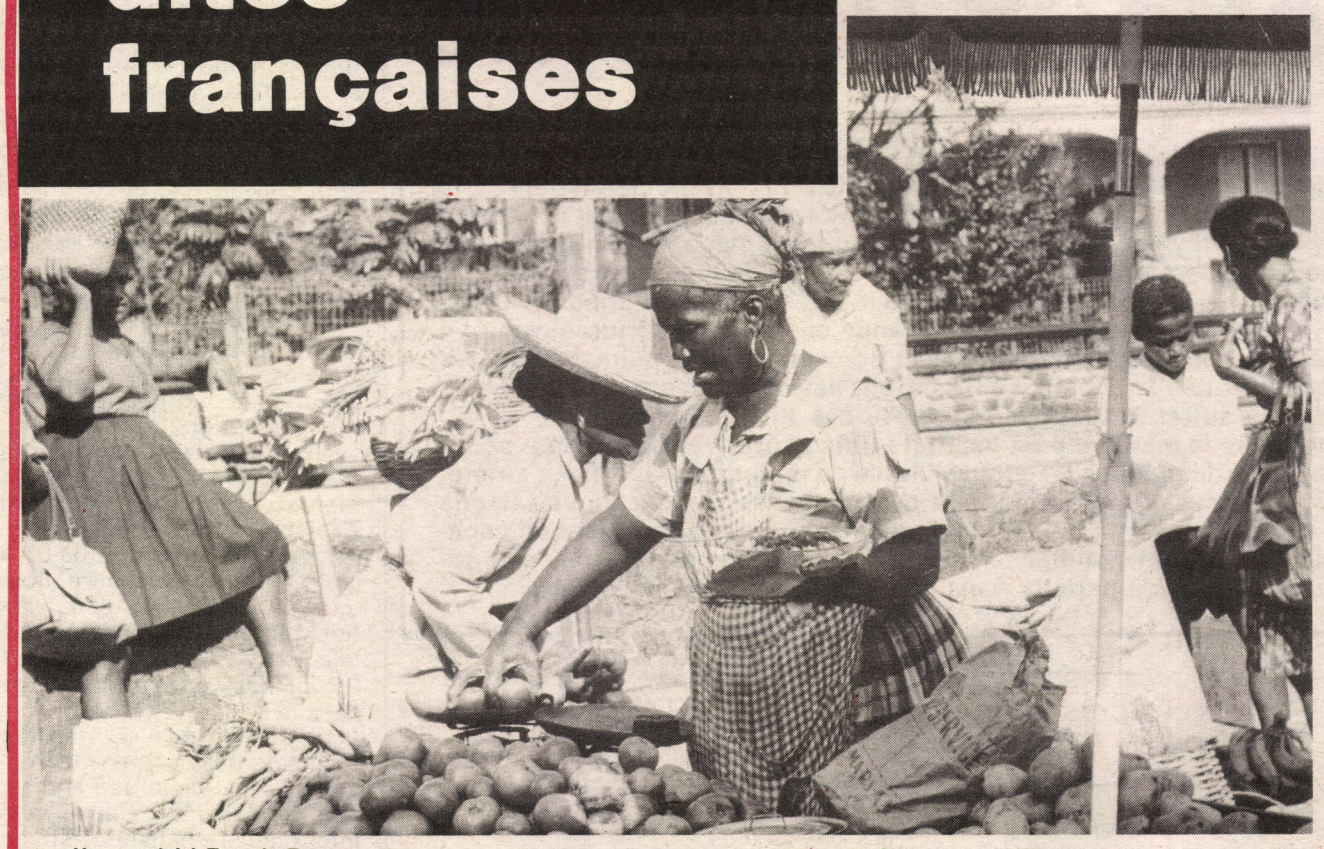
Guatémala : 5 millions d'habitants et 108.000 km².
Honduras : 2.500.000 habitants et 112.OOO km².
Salvador : 3.500.000 habitants et 21.000 km².
Nicaragua : 1.900.000 habitants et 139.000 km².
Costa Rica : 1.700.000 habitants et 50.000 km².
Panama : 1.400.000 habitants et 74.000 km².

Belize (ex-Honduras britannique) : 130.000 habitants et 22.270 km².

Pour comparaison, on peut rappeler par exemple que la Belgique fait 30.000 km² et la Suisse 41.000 km².

Aux Antilles dites françaises

A BAS L'OPPRES



Un marché à Fort-de-France. (photo Gamma)

UN climat de tension existe actuellement en Martinique et en Guadeloupe. La population a de plus en plus le sentiment d'être opprimée racialement. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre les déclarations récentes d'hommes politiques antillais, et certaines actions de groupes nationalistes.

A la Martinique, le poète Aimé Césaire, maire de Fort-de-France et leader autonomiste, s'est déclaré pour la première fois en faveur de l'indépendance de son pays. Régis, un des dirigeants du Parti Progressiste Martiniquais, parti d'Aimé Césaire, a démissionné avec éclat de son poste de Conseiller général pour protester contre le fait que la population antillaise soit chassée de son pays, alors même que les autorités favorisent la venue de Français.

Depuis quelques années en effet, on assiste à l'arrivée en nombre de Français métropolitains qui s'installent aux îles, tandis que Guadeloupéens et Martiniquais sont contraints par le chômage à s'exiler en France, situation que le parti de Césaire a récemment dénoncée comme un *« génocide par substitution »*.

Il y a quelques semaines, en Guadeloupe, le nommé Viviès, Conseiller général d'extrême-droite, était victime d'un attentat, le premier du genre depuis longtemps, revendiqué par un Groupe de Libération Armée. Le même groupe

La colère monte du plus profond de la Guadeloupe et de la Martinique

Le texte suivant est extrait de l'intervention de la camarade Claude Rolla, lors du meeting de Lutte Ouvrière à la Mutualité, à Paris, le 28 mars 1980, meeting qui était consacré à la situation aux Antilles dites françaises.

De nombreux indices montrent qu'un changement est en train de s'effectuer dans les Antilles dites françaises. Un mécontentement de plus en plus profond se fait jour au sein de la population, une fermentation sociale qui se traduit par des grèves, des incidents raciaux de plus en plus nombreux, des rancœurs accumulées qui trouvent de plus en plus souvent à s'exprimer.

Il existe aujourd'hui, en Martinique et en Guadeloupe, une situation faite de violence latente, à laquelle les provocations répétées des tenants du colonialisme ne sont pas étrangères. Provocation généralisée, qu'est celle du chômage et des bas salaires. Provocation aussi, qu'est l'arrivée de plus en plus importante de Français qui trouvent sans peine un emploi aux Antilles tandis que Martiniquais et Guadeloupéens doivent s'exiler en France. Provocation enfin, qu'est le comportement raciste de certains Français vis-à-vis de la population qui a le sentiment qu'on vient l'agresser chez elle.

Une situation économique qui empire

Car malgré les promesses répétées des ministres et autres personnages officiels en tournée aux Antilles, la situation économique et sociale ne s'est pas améliorée. Elle a même plutôt empiré. Des usines à sucre ont fermé, des milliers d'ouvriers de la banane se sont retrouvés au chômage après le passage du cyclone, seule une petite minorité d'entre eux touchant durant 3 mois une misérable aumône gouvernementale de 700 F tandis que les gros propriétaires recevaient de larges subventions pour leurs champs détruits. Les autres n'ont rien eu. Et les allocations chômage n'existant pas, une misère encore plus grande s'est installée dans les campagnes.

Tandis que les prix montaient en flèche, du fait du monopole qu'exercent quelques gros commerçants et importateurs sur l'ensemble des marchandises qui sont importées de France, les salaires restaient toujours aussi bas. Rappelons que le SMIC est actuellement aux Antilles-Guyane de 10,91 F tandis qu'il est de 13,37 F en France. Mais le cas n'est pas rare où les travailleurs doivent se contenter d'une enveloppe plus maigre encore. Le chômage atteint des proportions dramatiques, à tel point que les autorités officielles n'osent même pas publier de statistiques. Des milliers de jeunes viennent chercher un emploi, un emploi aléatoire en France.

D'ailleurs, ce système d'émigration mis en place depuis une vingtaine d'années fonctionne si bien que l'Etat a diminué depuis deux ans les crédits consacrés au BUMIDOM, le bureau des migrations d'outre-mer, sachant que la nécessité pousserait de toute façon les Antillais au départ.

Il n'est plus aujourd'hui une seule famille antillaise n'ayant un ou plusieurs de ses membres en France.

Et tandis que les Antilles se vident de leurs forces vives, un mouvement inverse s'effectue : des Français pourvus d'emplois vont s'y installer de plus en plus nombreux, et font venir parents et amis. Cette situation finit par choquer même les Antillais les plus attachés au système départemental.

Les élèves contre le racisme des professeurs blancs

Parmi les enseignants français, certains arrivent avec une mentalité coloniale qui est à l'origine de nombreux conflits. Un incident très caractéristique s'est produit ce mois-ci, dans un CES de Fort-de-France, qui compte un nombre particulièrement élevé de professeurs métropolitains (26 sur 61). Donc, l'un d'eux — un Blanc — a donné un coup de pied à un élève — Noir — turbulent. Ce qui aurait pu n'être ailleurs qu'un banal incident entre un professeur et un élève ne pouvait ici qu'avoir des incidences raciales. Et dans le contexte actuel, cela prit bien d'autres proportions.

Tous les élèves noirs ont immédiatement considéré l'attitude de l'enseignant comme une attitude raciste et ils sont allés se plaindre au proviseur. Celui-ci, un Martiniquais, après avoir tenté de minimiser les choses, sachant parfaitement ce que de tels faits pouvaient entraîner, fut obligé cependant d'en référer au recteur.

Le recteur, échaudé par une série d'incidents de ce genre ayant entraîné dans les derniers mois des grèves et de véritables soulèvements d'élèves, suspendait le professeur de ses fonctions. Aussitôt les professeurs français font circuler une motion réclamant la réintégration de leur collègue. Certains Antillais la signent. Mais la plupart refusent. Les enseignants français, soutenus par leur syndicat, décident une grève de protestation. Le jour dit, tous les professeurs français, à l'exception de trois, la suivent. Aucun des 35 enseignants Martiniquais n'y participe. Quant à l'enseignant raciste — volontaire ou inconscient — il est muté pour le reste de l'année en Guyane et sera nommé en France à la prochaine rentrée scolaire.

Il y a encore quelques mois, l'administration rectorale n'aurait même pas porté attention à un tel fait. L'enseignant raciste n'aurait même pas été réprimandé. Mais c'est que les choses ont changé dans les établissements scolaires depuis l'année dernière. Depuis les grèves des lycées de Baimbridge en Guadeloupe, et de Trinité en Martinique.

En Guadeloupe, le lycée entier s'était soulevé lorsqu'une élève blanche était venue en classe portant l'inscription « *Je suis raciste* » sur des chaussures de tennis. Un vent de colère avait alors soufflé non seulement parmi les jeunes Guadeloupéens, mais parmi la population entière. Les évènements de Baimbridge ont marqué une date importante en Guadeloupe.

SION COLONIALE ET RACIALE !

st manifesté depuis, en lançant un ultimatum igeant le départ des Blancs avant le décembre prochain, sous peine de représail-s.

Ainsi, face à la politique raciste de l'appareil Etat français, qui consiste à maintenir par la ce, et la répression s'il le faut, un état social ndé sur l'inégalité, l'injustice, l'oppression n peuple par un autre, un groupe nationaliste moins a décidé d'en passer aux actes terro-tes, et on peut penser que les groupes natio-listes existants ne vont pas manquer de ten- d'exploiter la situation actuelle et de créer tour d'eux, sur des objectifs anti-Européens, mouvement racial d'opposition contre les ancs.

Il n'est pas possible que la lutte n'ait pas ce ractère, dans un pays qui a subi pendant plu-urs siècles le joug des Blancs. Cette lutte est talement légitime, et les révolutionnaires pro-ariens de France, bien sûr, sont totalement lidaires de la population antillaise sur ce ter-n, y compris si cette lutte met aux prises des versaires que la couleur de la peau distin-era.

Cela dit, la lutte pour l'émancipation natio-le de la population des Antilles ne peut pas e laissée à la direction des organisations tionalistes antillaises, guadeloupéennes ou martiniquaises. Il ne faut pas qu'elles soient les seules à exprimer ce sentiment national, et à le traduire politiquement. Car ces organisations, si elles proposent à la population antillaise de se battre pour mettre fin à la domination blanche et au racisme, ne lui proposent finalement pas d'autre programme que celui d'établir un régime politiquement indépendant de la métropole coloniale. Mais pas de se battre pour mettre un terme définitif à toute oppression et à toute exploitation, car les organisations nationalistes ne se battent pas pour la suppression des classes sociales.

L'indépendance politique dont jouissent la plupart des autres îles des Caraïbes, si elle est un acquis considérable pour les peuples qui ont enfin arraché le droit de se gouverner eux-mêmes, n'a pas mis fin aux inégalités ni aux injustices, car elle n'a pas mis fin à la domination d'une classe sur une autre ; elle n'a pas mis fin à la domination de la bourgeoisie antillaise sur le prolétariat de ces pays, et bon nombre de ces régimes sont restés, comme auparavant, des dictatures d'une minorité contre la majorité de la population.

C'est pourquoi les révolutionnaires antillais, s'ils n'hésitent pas à exprimer les revendications et les aspirations de la population antillaise, telles qu'elles s'expriment aujourd'hui, mènent cette lutte par des moyens différents de ceux des nationalistes. Ils s'appuient sur le prolétariat des Antilles. Ils s'adressent en priorité à la classe ouvrière antillaise, en défendant, par la parole et en pratique, la nécessité d'une organisation politique indépendante — indépendante de la bourgeoisie grande et petite, même noire — pour les travailleurs antillais.

Et nous, les révolutionnaires socialistes de France, nous nous devons d'être entièrement solidaires de la population noire des Antilles, quelles que soient les formes de lutte qu'elle adoptera. Si la population noire, parce qu'elle aspire à se débarrasser de l'oppression, se bat contre les Européens, et contre leur présence, non seulement nous devons être solidaires de sa lutte, mais nous pensons qu'elle est légitime et entièrement justifiée. Les esclaves n'étaient pas racistes lorsqu'ils se battaient contre les planteurs blancs qui les opprimaient.

Un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre. Et le prolétariat de France ne peut conquérir sa liberté que s'il combat aux côtés des autres peuples opprimés, surtout quand c'est son impérialisme, l'impérialisme français, qui est l'oppresseur.

Cécile BERNIER

Un recul du pouvoir

Autre affaire, l'affaire des jeunes de Schoelcher, en Martinique. En avril dernier, le quotidien local *France-Antilles,* fidèle soutien du gouvernement français, appartenant à Hersant, annonçait triomphalement en première page un beau coup de filet réalisé par les gendarmes. Six jeunes gens, pour la plupart chômeurs, avaient été arrêtés sous l'inculpation d'avoir battu des Blancs sur les plages. En réalité, l'un d'eux avait été sauvagement frappé par des militaires français et il avait appelé quelques copains à la rescousse pour se venger. Mais les autorités coloniales, préfet, procureur, magistrats en tête, entendaient faire un exemple. Car il fallait montrer qu'on ne peut dans les colonies toucher à un Blanc. Celui qui avait enfreint cette loi devait être lourdement châtié. Et de lourdes peines de prison attendaient ces jeunes sans d'ailleurs que, pour autant, la justice se préoccupe de fournir des preuves.

Mais c'était sans compter avec les jeunes de quartiers de Fort-de-France. Un vaste mouvement de solidarité avec les emprisonnés s'organisa. Pendant des semaines, des manifestations regroupant des centaines de jeunes réclamaient la libération des détenus. La colère fut à son comble lorsque l'on apprit le prétendu suicide d'un des jeunes emprisonnés. Un garçon de 20 ans, qui n'avait jamais manifesté la moindre intention de mettre fin à ses jours, s'était, paraît-il, pendu dans sa cellule, annonçait l'administration pénitentiaire.

FR3 n'avait pas dit un mot sur l'affaire, depuis des mois que les jeunes avaient été enfermés. La population investit FR3 pour exiger qu'une information passe à la télévision. Le directeur de FR3, un Français, préféra couper les émissions. La Martinique entière fut privée de télévision pendant deux heures. C'est d'ailleurs pour cette action que des militants de Combat Ouvrier, du Parti Communiste Martiniquais et du Groupe Révolution Socialiste sont aujourd'hui inculpés.

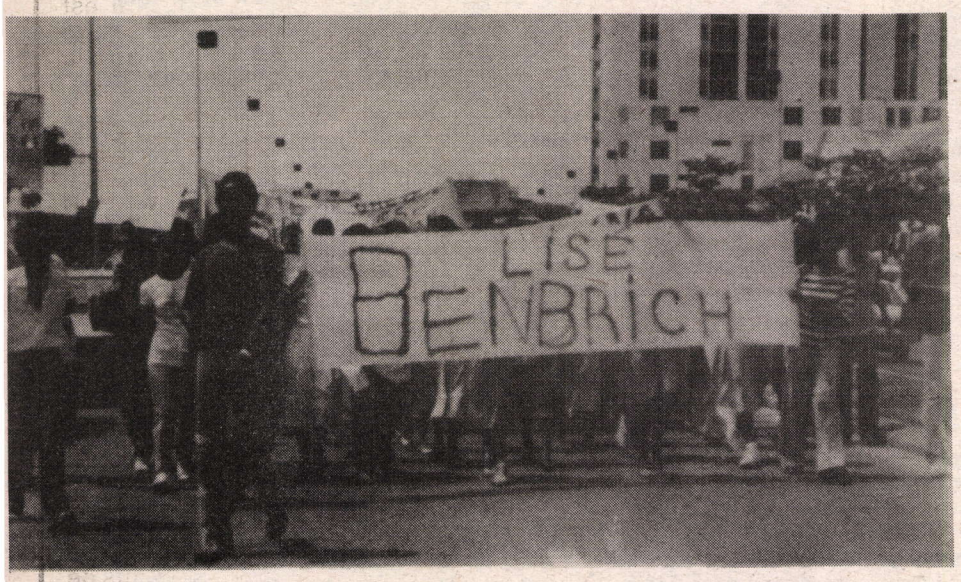
Cette coupure intempestive fut sans doute plus efficace qu'un communiqué car le lendemain plus personne, en Martinique, n'ignorait ce qui s'était passé.

A ce moment, le pouvoir dut reculer. Les jeunes étaient libérés. Ils furent par la suite jugés et condamnés à des peines couvrant leur détention préventive. C'était un verdict doux comparé à ce qu'ils risquaient au départ.

Il faut savoir que le procureur, les juges, la majorité du corps de la magistrature aux Antilles sont des Français.

Le racisme, justement le voilà. C'est qu'aux Antilles ceux qui jugent et condamnent sont des Blancs. Ceux qui commandent sont des Blancs et ceux qui doivent obéir aux ordres sont des Noirs. Le colonialisme secrète en lui-même le racisme.

Et à tous les niveaux se reproduit cette situation. Les postes de direction dans l'administration sont occupés par des Blancs. Les employés sont des Noirs. Les rapports de chefs à subordonnés ne peuvent pas ne pas prendre un caractère racial. Mais d'autre part, la morgue et le mépris particuliers de ces hauts cadres français pour leurs employés antillais est source de tensions constantes.



Une manifestation contre le racisme des lycéens de Baimbridge à la Guadeloupe.

Le colonialisme sécrète le racisme

L'administration coloniale favorise les Français qui viennent s'installer, leur facilite les choses. Toutes les portes sont ouvertes pour qui a quelques relations, et les relations s'établissent vite dans ce milieu fermé réservé aux Blancs. Le Blanc a obligatoirement un statut privilégié et vit dans des quartiers résidentiels bien définis. Il y a maintenant en Martinique et en Guadeloupe des magasins, des cinémas, des plages presque exclusivement fréquentés par les Blancs. La population d'ailleurs les évite.

Mais un facteur nouveau est intervenu ces dernières années.

De nombreuses petites entreprises sont maintenant montées par des Français. Mais elles n'améliorent en rien le marché de l'emploi local car ces chefs d'entreprise font appel à de la main-d'œuvre française. Ils casent ainsi leurs amis, parents ou relations qui cherchent à venir dans les pays du soleil.

Désormais apparaît une catégorie de petits cadres et d'employés qui concurrence directement les travailleurs antillais. Et cela apparaît aux yeux de la population comme une manifestation particulièrement arrogante de racisme et de discrimination.

Il n'est pas rare non plus de voir les employeurs publier des offres d'emploi directement en France, dans le journal *Le Monde* et non sur place où des candidats antillais pourraient se présenter.

Ainsi, récemment, la Sécurité sociale en Martinique a été prise en flagrant délit de discrimination raciale en agissant de cette façon pour le recrutement d'un informaticien. Alors que des informaticiens antillais sont à la recherche d'un emploi, la Sécurité sociale recrute en France, alléchant les futurs candidats par des primes d'éloignement et des avantages en nature.

Mais cette fois les employés réagirent. Ayant découvert cette petite annonce, ils ont contraint la direction à passer la même dans la presse locale et à embaucher un Antillais. (...)

De banales histoires de bagarres provoquent de véritables bouffées de haine et de colère dans la population, lorsque ces bagarres ont lieu entre Blancs et Noirs, d'autant que les agresseurs sont le plus souvent du côté des Blancs. Et ces Blancs sont pour la plupart des anciens des colonies, ou des militaires venus aux Antilles pour « casser du nègre » et qui en attendant que l'armée leur en donne vraiment l'occasion se font la main sur quelques individus rencontrés par hasard. Ces militaires d'ailleurs sont pratiquement assurés de l'impunité ou tout au moins de la plus grande bienveillance des autorités. C'est ainsi que l'année dernière en Martinique, un militaire français qui avait tiré sur de jeunes Martiniquais qui jouaient au football, et en avait tué un, comme cela, pour le plaisir, fut rapidement subtilisé par la hiérarchie militaire à la colère de la population et jugé en France si discrètement que personne n'a jamais su ce qui lui était advenu.

Toujours en Martinique, la semaine dernière, un baigneur martiniquais est agressé par une dizaine de militaires français sur une plage. Ils le rouent de coups et manquent de le noyer. Ces militaires ne sont pas inquiétés. Le mois dernier, c'est un jeune maître d'hôtel martiniquais qui se faisait copieusement tabasser sur une plage par trois militaires français en civil qui voulaient violer sa compagne. Ces militaires courent encore, bien qu'ils soient parfaitement connus de la police qui a seulement contrôlé leur identité avant de les laisser partir et bien qu'une plainte ait été déposée.

(suite page 12)

Aux Antilles dites françaises

Antilles libres et indépendantes ! Tout le pouvoir aux travailleurs

Lors d'une visite de Giscard d'Estaing aux Antilles, un cordon de gendarmes retient des manifestants qui réclament l'indépendance. (Photo Gamma)

C'est sous ce titre que se place l'éditorial de *Combat Ouvrier* du 29 mars 1980, hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste) antillais. Nous le citons ci-dessous :

« Tôt ou tard, la Martinique sera indépendante », telle est la déclaration d'Aimé Césaire dans une interview au journal *Paris Match* d'il y a une semaine.

Cette intervention venant d'un homme qui a clamé pendant près de 20 ans son attachement à l'autonomie et son refus de l'indépendance a provoqué une effervescence très large en Guadeloupe et en Martinique.

Pourtant, en affirmant l'inéluctabilité de l'indépendance, Aimé Césaire n'a jamais fait que prononcer une vérité d'évidence, d'ailleurs déjà propagée, défendue et affirmée par plusieurs groupes politiques aux Antilles, et ce mot d'ordre a déjà reçu le soutien de milliers de Martiniquais et de Guadeloupéens.

L'accession de petits Etats à l'indépendance, comme Sainte-Lucie ou la Dominique, pour ne parler que des plus proches de nous, ne peut que conforter l'idée que les Antilles « françaises » se libéreront tôt ou tard de la botte du colonialisme français.

Et les cris angoissés des partisans du colonialisme (RPR, UDF, élus de la majorité) à propos des menaces de séparatisme sont simplement l'expression de la crainte des privilégiés et de leurs valets : crainte de voir menacées leurs propriétés, crainte de voir disparaître les miettes que laissent les colonialistes à leurs valets les plus zélés.

Les travailleurs n'ont pas à partager ces craintes. Ils n'ont pas à craindre l'indépendance car ils n'ont pas grand-chose à perdre : ils n'ont pas de propriétés de centaines d'hectares de terres, ils n'ont pas de grands magasins, pas d'hôtels, pas de grandes sociétés d'import-export.

Nous travailleurs, nous n'avons à perdre que les liens qui nous attachent à nos oppresseurs. Nous n'avons donc pas à craindre de voir disparaître du sol de la Martinique et de la Guadeloupe les colonialistes, c'est-à-dire les gendarmes racistes, les juges, tous ces hauts chefs d'administration venus de France, qui écrasent la population de leur morgue et de leur mépris et sur lesquels nous n'avons aucun contrôle.

Mais nous n'avons pas non plus à nous en remettre à la fatalité, comme le fait Aimé Césaire, en ce qui concerne notre avenir. Notre avenir sera ce que nous en ferons. La meilleure garantie que nous ayons que les Antilles indépendantes ne seront pas un Etat dirigé par les capitalistes, par d'autres oppresseurs, c'est que dès aujourd'hui nous nous préparions à cette indépendance.

Il nous faut dès maintenant nous organiser, nous travailleurs, afin que non seulement l'oppression coloniale, mais aussi l'exploitation capitaliste, soient bannies de nos îles ; alors, tôt ou tard, nous ferons de la Martinique et de la Guadeloupe des pays dirigés par les travailleurs.

La colère monte du plus profond de la Guadeloupe et de la Martinique
(Suite de la page 11)

L'information aux ordres

Dans le domaine de l'information, là aussi, c'est le règne de la censure et du mépris pour la population.

Les télespectateurs martiniquais et guadeloupéens n'ont qu'une seule chaîne de télévision. C'est FR3. Et si, grâce au journal télévisé, chacun aux Antilles connaît l'emplacement exact du dernier bouchon sur l'autoroute de l'ouest dans la région parisienne, par contre personne ne peut dire ce qui se passe dans les îles voisines des Caraïbes, pourtant toutes proches.

Si la majorité des émissions sont retransmises de France, une sélection est par contre effectuée dans leur choix. Sélection très restrictive bien sûr qui bannit obligatoirement tout ce qui pourrait être considéré comme trop avancé ou trop suggestif pour une population colonisée.

C'est ainsi que le feuilleton *Racines,* qui est passé en France et que chacun a pu voir ici en 1978, n'a pas été retransmis aux Antilles en même temps. Pourquoi ? Parce qu'il était jugé comme trop subversif pour les populations des Antilles et interdit d'antenne. Il a fallu tout un mouvement de protestation, des manifestations, des démarches, la mobilisation de l'ensemble des organisations de gauche et des syndicats pour que les spectateurs antillais puissent enfin le voir. Il est finalement passé, il y a exactement quatre mois, avec donc près de deux ans de retard sur la France. Mais ce ne fut pas sans peine.

Après les affaires des lycées de Baimbridge et de Trinité, ce sont les Guadeloupéens et les jeunes Martiniquais qui ont été taxés de racisme par le préfet et ses accolytes. Ce sont eux, et non les Blancs qui les avaient agressés, qui ont été interrogés par la police, inquiétés, inculpés.

Mais le procureur de la République peut bien publier tous les communiqués qu'il veut, la réalité des Antilles, c'est que le peuple est noir, et que ceux qui l'oppriment, juges, gendarmes, patrons, chefs, sont blancs. Le racisme commence d'abord là.

Il est inséparable du système colonial. Colonialisme et racisme vont ici de pair, et l'un s'appuie sur l'autre.

La révolte légitime du peuple antillais

En revendiquant le droit de vivre dans leur pays, et d'y travailler, les populations des Antilles ne font qu'exprimer un désir légitime, un droit qui leur est dénié par le colonialisme français.

L'irritation, puis la haine, engendrées par l'écrasement et l'humiliation permanentes du système colonial ne pouvaient aboutir qu'à la révolte contre ce système.

Mais c'est le colonialisme lui-même qui a déposé les premiers ferments de la violence qui couve aujourd'hui au sein des populations antillaises.

Les ferments de cette violence, ce sont l'émigration, le chômage, la mainmise des Français sur tous les postes de commande, la formation d'une colonie blanche privilégiée, la misère d'une large fraction de la population, les agressions racistes ; voilà les ferments réels de cette violence.

Agressés moralement et physiquement par le système colonial et ses défenseurs, les peuples des Antilles aspirent de plus en plus à se débarraser de ceux qui les oppriment et les humilient.

Les premiers pas dans cette voie sont en train d'être franchis. Mais la colère ne fait que monter.

Le pouvoir colonial français apparaît encore sûr de lui.

Mais ses dirigeants savent bien, eux, que le pouvoir blanc aux Antilles n'est pas viable, et qu'un jour ou l'autre, et peut-être un jour très proche, les peuples des Antilles le chasseront de leur pays.

dans les entreprises...

CKD (Grand-Couronne)

La Régie perd son procès contre le syndicat « Démocratie Ouvrière »

La direction de la Régie Renault vient de perdre le procès qu'elle avait intenté contre le syndicat *Démocratie Ouvrière,* créé il y a plusieurs mois à l'établissement CKD de Grand-Couronne, dans la région rouennaise. La direction ne voulait pas reconnaître la représentativité de ce syndicat. Mais le 2 avril le tribunal a jugé que *Démocratie Ouvrière* satisfaisait pleinement à tous les critères légaux de représentativité.

LES MANOEUVRES BUREAUCRATIQUES

Les évènements qui ont conduit à la création du syndicat *Démocratie Ouvrière* remontent à juin 1979. Les dirigeants de la CGT avaient refusé de présenter aux élections de délégués du personnel cinq délégués connus pour défendre les idées de *Lutte Ouvrière.* De nombreux travailleurs furent indignés, et le firent savoir en refusant de voter. Le quorum n'étant pas atteint au premier tour, les camarades écartés de la liste CGT constituaient une liste intitulée *Démocratie Ouvrière.* Elle arrivait en tête, avec 43,14 % des voix, la liste CGT venant après avec 29,86 % des voix. Les bureaucrates de la CGT ne se résignaient pas. A défaut de regagner la confiance des travailleurs, ils attaquaient en justice sur la validité du premier tour, sous le prétexte qu'il y avait eu selon eux « *des pressions* » sur les électeurs. La CGT gagnait ce procès. En pure perte pour elle, car aux élections de novembre le quorum n'était toujours pas atteint au premier tour et la liste *Démocratie Ouvrière* obtenait encore plus de voix, avec 49,30 % des suffrages !

Les délégués de *Démocratie Ouvrière* faisaient alors formellement toujours partie de la CGT, de même que de nombreux travailleurs qui avaient condamné les agissements antidémocratiques des responsables CGT du CKD. Dans une lettre ouverte adressée au secrétaire de l'UD-CGT, ces syndiqués demandaient des garanties de fonctionnement démocratique de la CGT du CKD. Pas de réponse ! Cela indiquait clairement que les bureaucrates préféraient un syndicat squelettique, mais bien contrôlé par eux, plutôt qu'une CGT vivante et influente, mais démocratique. Parmi les travailleurs qui avaient voté pour la liste *Démocratie Ouvrière,* l'idée était alors retenue de tenter de créer un syndicat du même nom. Les statuts étaient déposés début janvier, précisant notamment que « *les responsables élus sont révocables à chaque instant par décision de la majorité* ».

LA RÉGIE DÉBOUTÉE EN JUSTICE

Quelques jours après la nomination par *Démocratie Ouvrière* de deux délégués syndicaux et d'un représentant syndical au CE, c'est la direction de la Régie qui contestait ces nominations, attaquant en justice sur la représentativité de *Démocratie Ouvrière.* Cela n'empêchait pas ce syndicat d'apparaître aux yeux de nombreux travailleurs comme tout à fait représentatif de leurs intérêts, notamment au cours des grèves et des débrayages de janvier et de février. En plus, les autres syndicats (FO, CFDT), et même la CGT avaient signé plusieurs tracts communs avec *Démocratie Ouvrière* au cours de ces mouvements.

Le jugement du 2 avril reconnaît donc sur le plan légal une représentativité qui, quoi qu'il en soit, était indéniable dans l'entreprise. Finalement, c'est une victoire pour tous les travailleurs qui ont mené la lutte contre les manœuvres bureaucratiques des dirigeants CGT, mais c'est aussi une victoire pour eux contre les manœuvres de la direction, qui a cherché à entraver l'apparition d'un syndicat démocratique et combatif.

Correspondant LO

Toulouse

les travailleuses des écoles maternelles en grève

A la mairie de Toulouse, les travailleuses des écoles maternelles, en grève illimitée depuis le 7 mars 1980 à l'appel de la CGT, continuent.

Mal payées (2 200 F à l'embauche) souvent en nombre insuffisant, leurs conditions de travail empirent car la mairie embauche peu, prétextant les fermetures de classe prévues par le gouvernement.

Leur journée de travail est une course contre la montre, il leur faut accueillir les enfants le matin, veiller à leur hygiène et à leur propreté, les surveiller aux récréations, les faire manger à midi et au goûter, les garder après la classe jusqu'à l'arrivée des parents, aider les enseignants : ranger et laver le matériel, changer un enfant qui se salit, faire le ménage. Le mercredi et durant les congés scolaires, elles font du ménage et assurent les garderies.

De plus, elles sont rarement remplacées durant leurs congés ou une maladie. Actuellement on augmente leurs tâches (entretien de la vaisselle, ramassage de l'argent des cantines). Il est même question de leur faire animer une classe quand une enseignante sera malade.

Les grévistes ont occupé pendant cinq jours et cinq nuits la salle du conseil municipal, et ont été expulsées par les CRS à la demande du maire. Elles seront rejointes sans doute par les agents de Force Ouvrière qui ont annoncé une grève illimitée à partir du 31 mars.

Correspondant LO

PTT (Montpellier)

les facteurs en grève

Le courrier c'est lourd et les facteurs refusent de jouer les mulets.

Depuis le jeudi 13 mars, les facteurs de Montpellier sont en grève. La direction des PTT a en effet décidé de supprimer la seconde tournée, là où elle existait, et de modifier les tournées restantes en les allongeant. Elle envisageait sur Montpellier et La Paillade de supprimer douze tournées.

Les préposés revendiquent aussi des conditions de travail correctes. Ils ne veulent plus effectuer leur tournée au pas de course, très lourdement chargés de surcroît.

Le mouvement a été dès le départ largement suivi. Il l'était à 80 % au début du mouvement. Ce sont les trois syndicats FO, CGT et CFDT qui dirigent cette grève.

Mardi 25 mars, les facteurs, toujours en grève, ont participé massivement à la manifestation de l'ensemble des fonctionnaires. Les facteurs sont allés à la préfecture protester contre les tentatives de mise en place d'une distribution parallèle faites par la Chambre de commerce et porter leur principale revendication : rétablissement de six tournées sur les douze que la direction veut supprimer.

Puis la grève a continué ; elle s'est même amplifiée vendredi 28, quand la direction des Postes a demandé à quarante auxiliaires d'aider le tri, pour faire distribuer le courrier aux guichets. Bon nombre de guichetiers ont refusé de jouer les jaunes et se sont mis à leur tour en grève, ainsi qu'une partie du personnel du tri.

Lundi 31 mars, en plus des facteurs, de nombreux services étaient en grève : des guichetiers, une partie du personnel du tri, des Chèques postaux et de la Caisse d'épargne.

Le lendemain, les facteurs ont à nouveau manifesté nombreux à Montpellier. Leur grève continue.

Correspondant local

LMT Thomson CSF (Colombes)

les employés en ont assez d'être trimbalés

A LMT, ex-Ericsson (Colombes), les services techniques (plusieurs centaines de personnes) font, paraît-il, souvent le même travail que ceux de l'usine de Boulogne-Billancourt. Aussi la direction prévoit-elle de transférer une partie des employés à Boulogne. Les projets précis ne sont pas encore publiés, mais personne n'a envie de partir. Un débrayage a eu lieu, des questionnaires et des pétitions ont commencé à circuler. Dans un service, les chefs ont fait un sondage : pratiquement personne ne voulait partir.

Beaucoup d'employés habitent en effet près de l'usine, à Colombes ou dans les communes voisines. Aller travailler à Boulogne, cela signifierait une heure et demie de train et de métro supplémentaire en moyenne chaque jour : une sérieuse dégradation des conditions de vie ! Par ailleurs, le prix du transport serait plus cher, l'horaire libre serait supprimé, des problèmes de garde d'enfants se poseraient...

De plus, aucune garantie n'existe qu'une fois à Boulogne, on ne leur demanderait pas au bout de quelques mois de repartir ailleurs : ce genre de mouvement perpétuel est bien dans les habitudes du trust Thomson. Chacun se souvient dans l'usine des employés de la division DCTE, à qui on avait fait quitter le boulevard Murat pour les trimbaler plusieurs fois dans divers établissements, et aussi des 300 ouvriers de la production de Colombes, qu'on avait envoyés à Cergy en leur disant : « *Cergy, c'est l'avenir* », alors que depuis toute la téléphonie a été supprimée à Cergy et que ces travailleurs ont été retransportés ailleurs... parfois à Colombes !

Correspondant LO

travailleurs en lutte

● PARIS

Les nettoyeurs du métro en grève illimitée

Les travailleurs du nettoyage du métro parisien sont en grève depuis le lundi 24 mars. Dépendant de douze entreprises différentes, ces travailleurs ne sont donc pas directement employés par la RATP, qui s'empresse de se dédouaner en expliquant, par voie d'affiches dans les stations, que « l'état de la station » est dû à un conflit du travail externe à la RATP. Pourtant c'est bien autant contre cette dernière que contre leurs patrons respectifs que ces travailleurs se battent : pour eux, elle est au même titre responsable de leurs salaires et de leurs conditions de travail.

Mardi 1er avril, à la Bourse du travail, juste avant de se réunir en assemblée générale comme chaque matin, des nettoyeurs du métro en grève ont répondu à nos questions :

— « Quelles sont vos revendications ?

— C'est d'abord au sujet de la paye. On demande le taux horaire du SMIC, c'est-à-dire 13,69 F, et non pas comme nous touchons : 13,12 F. On veut 2 800 F net ; que les heures du dimanche soient payées en plus à 100 %, que les primes souterraines soient augmentées, que la prime de nuit passe de 1,48 F l'heure à 2 F. Ça c'est pour le salaire. Et puis on veut la carte orange payée ; on a actuellement une carte de service, mais on a le droit de l'utiliser simplement sur les quais, pour le travail.

Après notre grève de 1977, qui a duré un mois et deux jours, on avait obtenu, entre autres, des vestiaires, mais ils ne sont pas chauffés. Il nous a été répondu : « Si on chauffe les vestiaires, certains iront dormir » ! On travaille dans la poussière, huit heures par jour, et il n'y a pas de douche. Et nous voulons qu'il n'y ait pas un seul licenciement, car la RATP parle de diminuer l'effectif des nettoyeurs du métro.

— Quel est votre employeur ? La RATP ?

— En fait, c'est très compliqué. Nous on parle beaucoup de la RATP, car c'est elle la responsable. Nous sommes 900 à travailler pour douze entreprises de nettoyage différentes. A la réunion organisée entre neuf patrons de ces entreprises et nous par l'inspecteur du travail, suite au conflit, certains ont dit qu'ils ne pouvaient rien. « *Nous ne sommes pas les patrons, nous ne sommes que des intermédiaires* », ont-ils dit. Quant à la RATP, elle dit qu'elle n'a rien à y voir. Ils se renvoient la balle. La RATP n'a pas répondu à nos deux lettres. Mais la RATP est dans le coup ; jeudi, avec la CFDT RATP, on va aller manifester au siège des Grands-Augustins.

Pour l'instant, les employeurs ont cédé 2,2 % d'augmentation. Mais s'ils ne veulent pas donner le SMIC, nous sommes toujours en grève.

— La RATP parle de faire appel à d'autres entreprises pour nettoyer le métro.

— Alors là, pas question. Elle veut briser notre grève. Quelle sera notre force si d'autres font notre travail ? Nous, on essaiera de ne pas laisser faire. Dans la nuit d'hier peu

d'entre nous ont dormi. On fait la surveillance. On s'attendait à ce que la RATP fasse appel à d'autres. Personne n'est venu. On est en grève à 95 %, ce n'est pas pour rien.

— On en assez de cette vie-là. Moi, j'ai la chance d'avoir ma famille en France, mais impossible d'avoir un logement décent. Je paye 1 200 F pour un appartement sans douche. J'ai fait une demande à l'office d'HLM et ils ont répondu : « *Demande refusée en raison de l'insuffisance de vos ressources* ».

— Moi, j'habite en foyer. Je paye 350 F par mois et nous sommes quatre à vivre dans une petite pièce. Pas question de faire venir ma famille de Tunisie. J'ai essayé, je n'ai pas eu d'autorisation. Je travaille de nuit, et pas question de dormir le jour dans ce foyer, vu le nombre.

— Et on n'a même pas droit au 1 % patronal. On veut avoir accès à tous les droits du Comité d'entreprise de la RATP, restaurants d'entreprise, 1 % patronal, etc.

La RATP utilise des marchands d'esclaves, mais nous on n'est plus des esclaves.

— Comment se passe la grève ?

— Tous les jours nous nous réunissons à la Bourse du travail et ensuite on organise les surveillances. Ce n'est pas facile de tout surveiller, mais on participe tous. Et pas question que quelqu'un travaille ; autrement, à quoi servirait notre grève ? Jeudi dernier, avec la CFDT, certains sont descendus expliquer notre grève aux usagers. Ça s'est bien passé.

— Et puis, pour vous montrer les rapports entre la RATP et les entreprises sous-traitantes, je nettoie les voitures de train. La RATP a fixé le nombre de voitures à faire pour chaque ouvrier : c'est 25. Mais nous, il n'est pas rare que l'on doive en faire près de 50.

— On est bien décidés à continuer.

— Moi, ça fait vingt-quatre ans que j'y travaille, mais la grève doit continuer jusqu'à la victoire. Elle sera peut-être plus longue qu'en 1977. Mais le moral est bon. »

Marielle LEMONNIER

● CLERMONT-FERRAND

26e jour de grève de la faim des travailleurs turcs sans papiers

Bien que n'étant plus que neuf en cette quatrième semaine — deux de leurs camarades, trop épuisés, ayant dû être hospitalisés — les travailleurs turcs sans papiers qui observent la grève de la faim pour obtenir la régularisation de leur situation, sont décidés à tenir aussi longtemps qu'il le faudra.

Maintenant, l'affaire est connue dans la région. A tel point que la préfecture se résoudrait, après avoir attendu près d'un mois, à faire poursuivre deux des patrons, sur la vingtaine qui se livrait à ce trafic d'embauche clandestine.

Et aux dernières nouvelles, les services préfectoraux accepteraient (un peu à l'image de ce qui se passe à Paris pour les ouvriers turcs de la confection) d'examiner les dossiers, non plus cas par cas, mais collectivement, tandis que, avec encore bien des réserves, les patrons du bâtiment laissent entendre que, munis de papiers, ces travailleurs turcs pourraient être embauchés, régulièrement cette fois.

Correspondant LO

● BORDEAUX

Grève de la faim de 27 travailleurs immigrés

Depuis le 29 mars, 27 travailleurs turcs et tunisiens font une grève de la faim à l'église Saint-Eloi de Bordeaux. Certains de ces travailleurs travaillent depuis dix et onze ans en France sans carte de travail. Les patrons le savent et en profitent : 10, 11 heures de travail par jour six fois par semaine, pour des salaires variant entre 1 500 et 2 000 F par mois ; parfois trois mois de travail pour un mois payé ! Les grévistes réclament l'abrogation des lois Bonnet et Stoléru et l'obtention de cartes pour tous.

Correspondant LO

● JOB (Puy-de-Dôme)

Menaces sur l'emploi à l'Aérium

Un château restauré dans un grand parc au milieu de la verdure et des bois, juste à côté d'un petit village situé à flanc de montagne : voilà un cadre que bien des enfants des villes, malades ou convalescents, souhaiteraient avoir. Mais aux yeux des responsables de la santé, il ne suffit pas qu'un tel établissement existe et fonctionne : il faut qu'il soit rentable. Sinon, on ferme !

C'est ce qui est en train d'arriver à l'Aérium de Job près d'Ambert, géré par la Sécurité sociale du Puy-de-Dôme et qui accueille des enfants connaissant des difficultés physiques passagères. Avec ses 53 salariés à plein-temps et ses treize travailleuses saisonnières, l'Aérium permet à des jeunes de garder un emploi sur place, garantit aux commerçants un peu d'activité, met de la vie, de l'animation dans le village qui n'a aucune autre entreprise.

Mais depuis quelques années le nombre d'enfants accueillis régresse. Entre 1975 et 1979 le nombre des pensionnaires a diminué de moitié. Cela est dû à l'absence de crédits permettant de moderniser, et à la préférence manifestée en haut lieu pour diriger les enfants déficients vers des établissements à caractère privé.

Pour combler le déficit qui serait de 150 millions et maintenir l'Aérium ouvert, il faut absolument 110 enfants par jour : c'est la conclusion du rapport de la préfecture qui octroie « généreusement » un sursis d'un an. Passé ce délai, l'établissement sera « liquidé ».

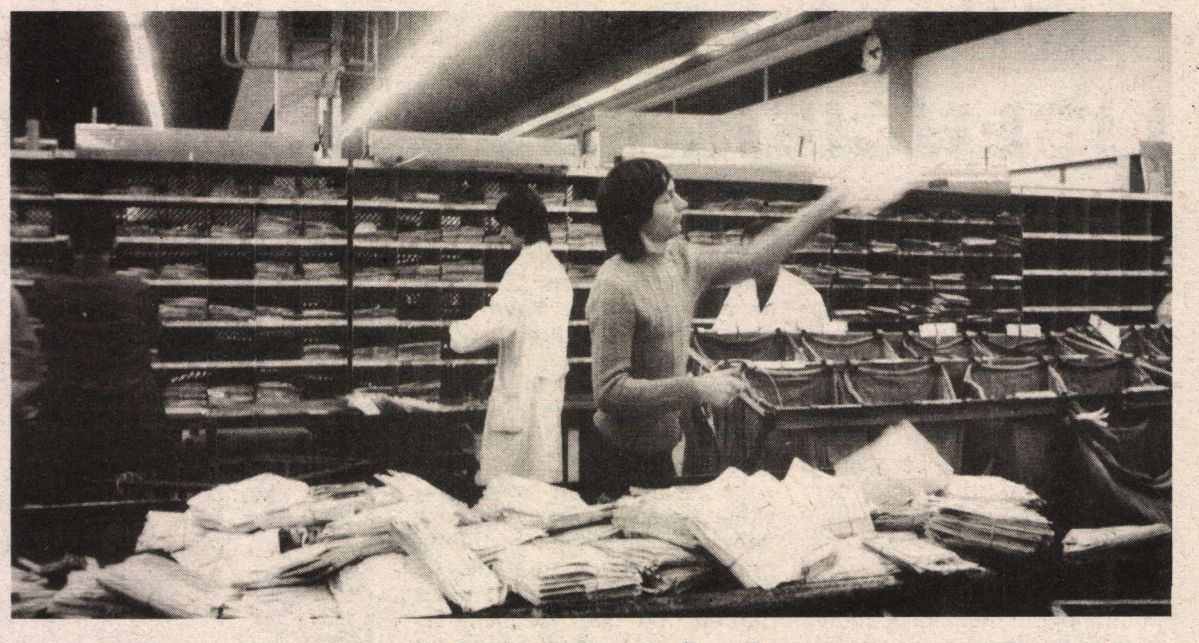
Alors, à juste titre, le personnel est inquiet. La « solution » de la direction pour éviter le chômage est simple : provoquer systématiquement des demandes de mutation. A défaut de résoudre les problèmes, cela doit donner bonne conscience à certains. D'ailleurs le directeur nous a déclaré avec un grand sérieux que, si l'on est au chômage pendant trois ou quatre mois, ce n'est pas si grave car, voyez vous, on est à la campagne et on peut toujours se débrouiller ! Va-t-il donner l'exemple et se nourrir de patates à tous les repas ?

Correspondant LO

travailleurs en lutte

Centre de tri postal PLM (Paris)

Demi-recul de la direction



C'est environ 40 000 sacs de courrier qui sont en instance, à la suite de la grève qui a paralysé pendant dix jours le transbordement du centre de tri postal de la gare de Lyon, le PLM, à Paris.

Le transbordement est l'endroit où l'on charge et décharge les trains et camions de sacs postaux, et la direction du PLM envisagerait d'y modifier divers horaires de travail afin de réduire les effectifs et de supprimer un certain nombre de positions de travail. C'est cette menace de nouvelle réduction d'effectifs alors qu'il y a déjà parfois jusqu'à 65 postes de travail qui ne sont pas occupés, qui a déclenché la grève.

Celle-ci, démarrée le mercredi 19 mars par les équipes d'après-midi, s'était tout de suite généralisée à tous les services du transbordement. Elle était reconduite chaque jour par les grévistes, mais ce sont les syndicats qui l'ont dirigée du début à la fin, prenant même soin de refuser des assemblées générales pour ne réunir les grévistes que service par service.

Par contre, dans les salles où l'on trie le courrier et où l'on commençait à discuter de l'éventualité de suivre le transbordement, la CGT s'est opposée fermement à toute extension de la grève, même le lundi 24 mars, veille de la grève nationale de 24 heures appelée par les syndicats pour les PTT, grève qui, du coup, est passée pratiquement inaperçue au PLM. Et si, dans l'une des brigades, le principe de se mettre en grève si les autres brigades en faisaient autant avait été voté, la détermination était loin d'en être à partir en grève contre l'avis du syndicat le plus important au PLM.

Et dès le mercredi 26, les syndicats commençaient à présenter comme un franc succès les premières propositions de la direction, qui n'étaient qu'un petit recul : elle revenait en partie sur ses projets et promettait de nommer mi-avril 25 nouveaux préposés au PLM (mais 14 préposés doivent quitter le centre le mois prochain). Puis, prenant prétexte du refus de la direction de les recevoir à nouveau et d'une reprise partielle du travail dans un service, le 27, les syndicats dans l'unité, prirent, comme ils disent « leurs responsabilités » et appelèrent à la reprise du travail, bien qu'une majorité des grévistes présents aux diverses assemblées de service aient exprimé leur intention de continuer jusqu'à l'abrogation du projet de la direction.

Car bon nombre d'entre eux avaient l'impression que le premier recul de la direction était bon signe mais qu'ils pouvaient obtenir plus, car leur grève bloquait tout le fonctionnement du centre ; le trafic du courrier était presque totalement paralysé, malgré les tentatives des PTT de mettre en place des circuits parallèles. En effet, pour suppléer au centre en grève, l'administration avait mis en place (c'est une technique qu'elle a rodée lors de la grève générale des PTT en 1974) quelques centres de tri parallèles dans des hangars à Wissous (Essonne) et Rungis (Val-de-Marne), et avait demandé aux bureaux de poste de Paris de trier le courrier pour les divers départements du Sud-Est de façon à pouvoir l'acheminer par camions au lieu de passer par la gare de Lyon. Mais les dizaines de milliers de sacs accumulés sur le transbordement du PLM ou stockés dans divers entrepôts et qu'on redéverse aujourd'hui peu à peu montrent bien le peu d'efficacité qu'a eu ce dispositif anti-grève.

Correspondant LO

SKF (Ivry)

La direction n'a pas « cent balles », elle a une grève !

A la SKF Ivry, depuis le 20 mars, toute la production des roulements à billes est arrêtée.

Après le refus de la direction d'augmenter les OS de 1 F de l'heure, la réponse ne s'est pas fait attendre : pas de sous, pas de production, et la grève a été votée à l'unanimité.

Il faut dire que depuis le début de février, après quelques heures de grève, tour à tour les caristes, les régleurs, les contrôleuses avaient obtenu de la rallonge. Mais la direction ne voulait rien lâcher pour les OS car, disait-elle, cela équivaudrait à une augmentation générale. La belle affaire !

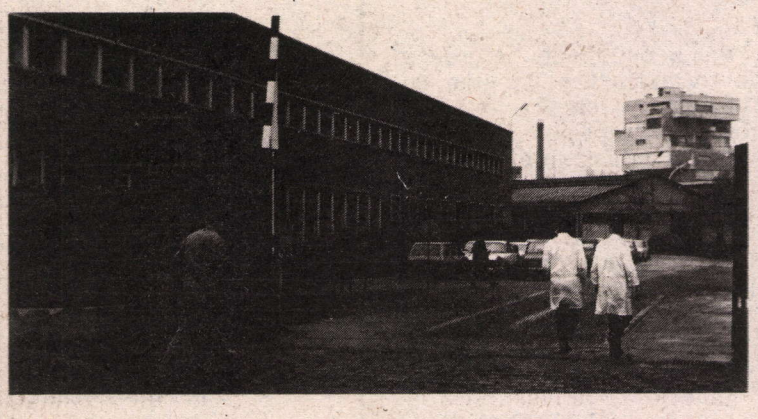
Puis elle a sans doute espéré que le fait de lâcher 5,5 % d'augmentation générale au 1er avril, ce qui de toute façon était prévu, ferait reprendre le travail. Bien au contraire. Le mercredi 26 mars, une délégation de grévistes se rendait au siège social, à Clamart pour exiger les « 1 franc ».

Jeudi 27 mars, les grévistes décidèrent de fermer les portes de l'usine pour empêcher les camions de matériel de rentrer ou de sortir. Et à midi, ce sont les voitures des directeurs et des cadres qui étaient bloquées. Ils ont dû aller manger à la cantine et, devant les grilles, se sont fait huer, les OS réclamant toujours les « 1 franc ». Ne se sentant plus, le directeur les a traités de « rigolos », ce qui lui a valu de retrouver dans son bureau une délégation exigeant des excuses.

Et c'est là qu'il a annoncé qu'il acceptait de faire des propositions au sujet des augmentations si les grilles étaient ouvertes.

Le lendemain, les grilles étaient ouvertes, la direction lâchait 1 %, ce qui était refusé, puis 0,5 % de plus, refusé aussi. Mardi 1er avril, elle cédait encore 0,5 %, mais les deux tiers des grévistes (une centaine contre cinquante) décidaient de continuer pour obtenir plus.

Correspondant LO



CGCT (Paris XVe)

Les directeurs n'ont pas le moral, nous, si...

Aujourd'hui, mardi 1er avril, au service Archives, nous finissons le 14e jour de grève. La direction nous a distribué, à notre demande, le texte écrit de ses propositions. Après quelques plaisanteries sur la mauvaise qualité des tirages (c'est nous qui faisons ce travail d'habitude), nous avons décidé que ce texte était inacceptable parce trop vague. Aussitôt, nous avons rédigé un contre-projet que la direction a fini par signer.

Au bilan, en fin de matinée, sur les 27 grévistes, outre des augmentations qui vont de 80 F à 500 F, nous avons obtenu 25 changements de coefficient effectifs, soit dès le 1er avril, soit au plus tard le 1er juillet, accompagné du réajustement des salaires au nouveau coefficient.

Cependant, il restait encore trois cas en litige. Et puisque la direction en faisait une question de principe, nous en avons fait une question de dignité, en décidant de continuer la grève jusqu'au soir. Dans l'après-midi, nous avons parcouru les couloirs à la recherche des directeurs en chantant les chansons de la grève. Et il faut bien dire que, lorsque nous avons fini par les trouver, ils semblaient avoir le moral bien bas...

Nous, ce n'est pas le cas ! Dorénavant, nous avons décidé de ne plus pointer et de nous réunir chaque semaine. Maintenant, cela risque d'être dur... dur... pour certains chefs aux Archives !

Correspondant LO

VIDEOCOLOR (Dijon)

Le patron est devenu insomniaque

Après vingt-cinq jours de grève, le travail a repris à Vidéocolor. Nous avons obtenu une augmentation de 3,5 % des salaires selon l'indice INSEE, une augmentation des primes d'équipe, une prime de vacances de 400 F et une augmentation de 100 F des plus bas salaires.

Quand on se rappelle les paroles du patron pendant la grève, on a encore plus de raisons d'être contents. Car d'après lui, « on mériterait d'obtenir des bols de riz et des coups de pieds bien placés », **et il préférait** « démissionner plutôt que d'accorder quoi que ce soit ».

Cela prouve que nous avons eu raison de poursuivre notre grève, malgré notre relativement petit nombre (150 sur 800 travailleurs) et l'hostilité de certains non-grévistes. En effet, la direction s'employait à leur remonter le moral : « Ils sont à peine cinquante. Alors, tous les jours, venez pour montrer que vous êtes nombreux à vouloir travailler. Ils ne veulent rien savoir, pourtant on a déjà eu douze réunions avec eux. Ils refusent de négocier. »

Comme la grève continuait envers et contre tout, la direction a quand même été obligée de céder. Et c'est ainsi qu'on a repris le travail en ayant conscience d'avoir remporté une victoire.

D'ailleurs, à l'usine, on n'a pas fini de parler de la grève. Et comme les soucis de rentabilité du patron nous laissent froids, peu d'entre nous font leur travail avec zèle, au contraire !

On trouve même de petits plaisantins faisant courir le bruit que l'usine va être occupée à nouveau : du coup, le patron n'en dort plus, il préfère surveiller l'usine.

Correspondant LO

dans les entreprises...

• RENAULT (Billancourt)

LICENCIÉ... POUR ACCIDENT DU TRAVAIL !

La « lutte contre l'absentéisme » est à l'ordre du jour à Billancourt.

Au département 12 (secteur des presses) une note de service a été présentée au personnel : sous le titre « Absentéisme important », **elle annonce que** « les personnes ayant eu au cours des deux dernières années un absentéisme important recevront dans les semaines qui viennent une mise en garde verbale du service du personnel, suivie d'une mise en garde officielle par lettre recommandée. Si à la suite de ces mises en garde aucune amélioration n'est constatée, nous pourrions être amenés à engager, les concernant, des procédures de licenciement pour nécessité de remplacement dans le poste ».

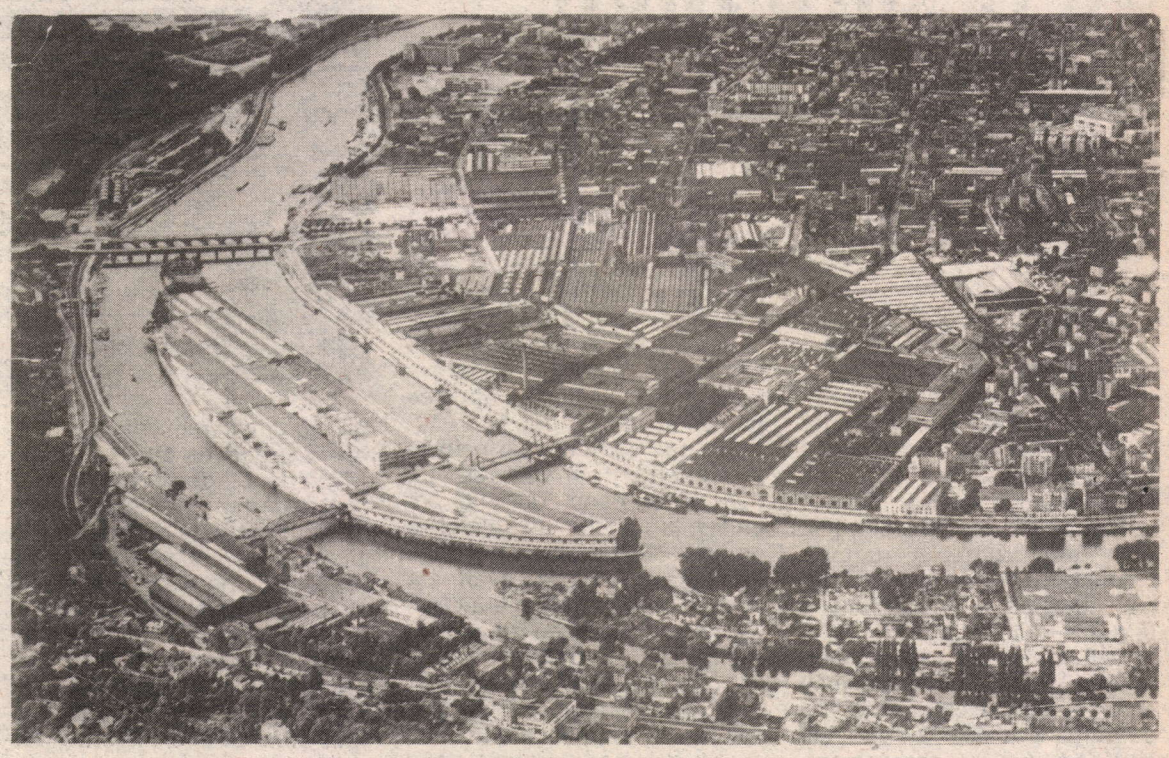
Même si cette note n'est peut-être qu'une initiative du responsable local, elle traduit bien la politique actuelle de la direction.

Ainsi, dans un autre département de l'usine, le 70, la direction vient d'annoncer à un travailleur malade (en accident du travail depuis mars 1979) qui devait reprendre le 4 avril, qu'il était licencié. La direction précise d'ailleurs que pour elle il ne s'agit pas de licenciement, mais « d'une rupture de contrat de la part de l'intéressé, du fait qu'il a été arrêté plus d'un an ».

Le 26 mars, deux cents travailleurs du département ont débrayé pour exiger la réintégration de leur camarade, se rassemblant devant les bureaux du chef du département, puis de la direction du personnel de l'usine où se tenait une réunion entre la direction et les délégués du CE. Un directeur a répondu que le dossier du travailleur licencié serait rouvert. Le lendemain, 27 mars, nouveau débrayage ; même réponse des directions locale et générale.

Pour la Régie, qui pulvérise en ce moment ses records de production et de vente, tous les moyens sont bons pour tenter de réduire ses effectifs.

Correspondant LO



Les usines Renault à Billancourt.

CONGES SANS SOLDE : LES TRAVAILLEURS DEMANDENT DES COMPTES

A la Régie, la direction donne sous certaines conditions aux travailleurs immigrés qui en font la demande des congés sans solde. Les chefs d'atelier, la maîtrise, les acceptent « dans la mesure où la production n'est pas entravée ». En cette période de l'année, les travailleurs qui ont fait des demandes ont reçu les réponses de la maîtrise. Pour certains, la demande est acceptée ; pour d'autres, le tampon « refus » sur leur feuille est la seule explication.

Au département 14, sur la chaîne de montage des moteurs de R 4, les travailleurs mécontents ont porté à une vingtaine au chef du personnel du département toutes les demandes non satisfaites, les laissant sur la table et exigeant une réponse positive.

Les travailleurs sont indignés par les refus. D'abord parce qu'à chaque demande de congés sans solde ils doivent donner des raisons bien précises, alors que la direction, elle, lorsqu'elle répond n'éprouve pas le besoin de justifier son refus. Ensuite parce que ces travailleurs ont la plupart du temps leur famille en Afrique et qu'un ou deux mois de congé sans solde, accolés au congé annuel, leur permettent une fois tous les deux ou trois ans de revoir leurs proches.

Par ailleurs, les congés sans solde ne sont pas un cadeau, car ils ne coûtent rien à la direction. Les ouvriers ne sont pas payés, ils perdent sur les primes trimestrielles, ne sont pas couverts par la Sécurité sociale en cas de maladie, et le contrat de travail est suspendu !

Au 14, tous les jours, à la chaîne, les travailleurs vont demander des comptes à la maîtrise ; à tel point que la direction a dû revoir son attitude et commence à accepter des demandes qu'elle avait d'abord refusées.

Correspondant LO

• RENAULT VEHICULES INDUSTRIELS (Vénissieux)

LA DIRECTION FAIT PRESSION CONTRE L'ABSENTEISME

A RVI (ex-Berliet), à Venissieux, la direction multiplie les pressions contre le soi-disant absentéisme.

Les absences sont passées au peigne fin en cas de mutation ou de demande d'augmentation. En cas de maladie, le chef d'équipe rend une « visite de courtoisie », selon l'expression employée par la direction. A la suite d'une de ces visites, un chef de CDO a fait revenir un travailleur victime d'un accident du travail à l'usine. A l'usine Ponts, ceux qui auront manqué plus de quinze jours dans l'année ne pourront plus avoir d'augmentation individuelle. La direction a fait signer à plusieurs ouvriers un papier énumérant leurs absences depuis plusieurs années, en les menaçant, s'ils continuaient à s'absenter aussi souvent, de les licencier. D'ailleurs, à Venissieux, plusieurs ouvriers ont été licenciés à la suite d'arrêts maladie jugés trop fréquents, après que la direction eut essayé de les décourager en les retirant de la production et en les mettant au balayage.

Si, comme le prétend la direction, les absences sont réellement plus fréquentes qu'avant, cela n'a de toute façon rien d'étonnant : suite aux centaines d'emplois supprimés, il faut travailler toujours plus et toujours plus vite. Les chefs deviennent des champions de la machine à calculer : ils passent leurs journées à compter les « minutes » des compagnons pour vérifier qu'ils font bien leur production.

Et cette pression exercée sur les travailleurs au nom de la « lutte contre l'absentéisme » n'est d'ailleurs que le complément des mesures de licenciement et de suppression d'emploi : elle ne vise qu'à faire pression sur les travailleurs pour leur faire accepter l'accroissement de la charge de travail qui en résulte.

Correspondant LO

LES THOMSON AU SALON

Le Salon des composants électroniques s'est tenu à la porte de Versailles du jeudi 26 mars au mercredi 2 avril. Il a été particulièrement animé puisque les travailleurs des différents centres de la Thomson y sont allés à tour de rôle, chaque jour, en manifestant dans les stands.

Le jeudi, c'était les usines de Malakoff, Issy-les-Moulineaux et Valette. Dans l'allée Thomson-Csf où de grands panneaux expliquaient les réalisations techniques, rien n'était prévu pour afficher les revendications. Ce fut chose faite par les grévistes, avec bombage de peinture, feutres, affichettes auto-collantes...

Le lendemain, quand ce fut le tour de Gennevilliers, on voyait encore les traces de feutres et des bombages. D'autre part, il y avait de nombreux flics tout au long de l'allée, mais ils ont vite été noyés et ils n'ont pu empêcher le rassemblement de se faire.

Depuis, la direction générale s'est faite menaçante. Dans une note, le PDG Bouyssonnie écrit : « Un groupe de manifestants a envahi et saccagé les stands(...). Ces exactions témoignent(...) la volonté de saboter l'image de marque commerciale de la société(...). La direction prendra les mesures et engagera les actions judiciaires rendues nécessaires ».

Mais si la direction trouve que l'action des travailleurs a nui à son image de marque, c'est qu'elle n'a pas réfléchi que « l'image de marque », ça se paye !

Correspondant LO

• HISPANO (Bois-Colombes)

LICENCIEMENT D'UN MILITANT DE LUTTE OUVRIERE

La semaine dernière, les ateliers étaient en ébullition : la direction d'Hispano cherchait depuis le vendredi 22 mars à licencier un militant de Lutte Ouvrière qui en était à son 6e avertissement en cinq ans !

La maîtrise du secteur de ce militant s'était tout particulièrement acharnée sur lui depuis qu'il n'était plus délégué. Le prétexte invoqué cette fois était un retard de 27 minutes dans la mise en route, après le pointage du matin.

Le lundi 25 mars, l'ensemble du personnel était informé. Le mardi, la quasi-totalité de la Fabrication débrayait à l'appel des syndicats. Le mercredi quelques ateliers débrayaient une heure pour aller demander aux syndicats de poursuivre l'action jusqu'au maintien du camarade menacé dans l'entreprise.

Les syndicats déclaraient forfait pour la poursuite de l'action. Nombreux furent les délégués sommés de s'expliquer dans l'atelier devant les travailleurs indignés de leur passivité.

Jeudi 28 mars, un groupe de travailleurs appelaient leurs camarades de travail à un débrayage à 14 h 15 pour accompagner le militant à la direction. Les syndicats s'y refusaient toujours. Environ 60 travailleurs débrayaient quand même, mais la direction confirmait le licenciement.

Vendredi 29 mars, le groupe de travailleurs à l'origine de l'information depuis le début sortait un tract pour faire connaître la décision définitive de la direction et tirer les leçons de la semaine. Les syndicats et les délégués entendirent parler du pays toute la journée. Ceux qui sont sortis sont bien conscients d'avoir fait ce qu'il fallait, même si ça n'a pas suffi à faire céder la direction.

Correspondant LO

LIVRES LIVRES LIVRES

« ELEANOR Chronique familiale des MARX »

de Yvonne Kapp

Dans ce livre, Yvonne Kapp, proche du Parti Communiste britannique, retrace avec minutie les vingt-huit dernières années de la vie de Karl Marx, vues par les yeux de sa fille cadette, Eleanor. Celle-ci, qui partagea non seulement la vie familiale de son père mais également son combat politique, a en effet laissé une abondante correspondance qui constitue un témoignage précieux.

Lorsque naît Eleanor, en 1855, Karl Marx est installé à Londres avec sa famille. C'est là qu'il restera jusqu'à la fin de sa vie et qu'il poursuivra son combat. La vie des Marx n'est guère facile. D'abord parce que leur santé souffre d'une existence précaire et d'un labeur acharné. Ensuite parce que leurs ressources financières sont des plus limitées : à peine quelques correspondances régulières dans des journaux anglais ou étrangers. Souvent, les commerçants finissent par refuser de leur faire crédit plus longtemps, ou bien c'est le propriétaire qui vient les menacer d'expulsion. Marx en est alors réduit à courir après les prêts qui permettront de reculer l'échéance.

Sans doute Marx aurait-il pu mener la vie confortable d'un intellectuel bourgeois. Mais il avait choisi de consacrer son temps et son énergie à la cause de la classe ouvrière, et jamais il n'accepta de soustraire une partie de son temps à cette tâche pour mener une activité salariée. Et c'est finalement Engels, le vieux compagnon de lutte, qui sauve la famille du dénuement total : pour permettre à Marx de poursuivre la tâche entreprise, et en particulier la rédaction du *Capital*, Engels choisit de faire ce qu'il déteste le plus au monde ; il rentre dans les affaires et subvient aux besoins de la famille Marx.

Au passage, d'ailleurs, on découvre un autre Engels, un bon vivant, toujours le cœur sur la main, qui n'est pas seulement l'indispensable compagnon de combat du père, mais aussi l'ami attentionné et dévoué de tous les membres de la famille.

En grandissant, Eleanor ne tarde pas à partager la révolte de son père contre l'injustice. Elle fréquente les militants de l'Association Internationale des Travailleurs qui est créée à Londres alors qu'elle n'a encore que neuf ans. Elle est au cœur de la campagne en faveur des nationalistes irlandais victimes de l'oppression coloniale anglaise (l'Irlande fait alors encore partie de l'empire britannique). Elle se passionne pour la Commune de Paris. Puis, après la chute de celle-ci, elle se dépense sans compter avec son père pour venir en aide aux nombreux communards qui, ayant réussi à échapper au carnage de la répression, affluent vers l'Angleterre. Outre Marx et Engels, elle fréquente aussi Longuet, Lafargue, Wilhelm Liebknecht, Lissagaray, et tant d'autres qui seront en Europe les continuateurs du mouvement créé par Marx.

C'est toute cette vie bien remplie, indissolublement liée à celle de Marx et de tous ceux qui ont partagé son combat que fait revivre Yvonne Kapp. Et cela donne un tableau passionnant du combat que mena Marx jusqu'à sa mort, de son activité fébrile et acharnée, de ses difficultés incessantes et des rapports passionnés, chaleureux ou orageux, qu'il eut avec ses proches.

François ROULEAU

Eleanor, chronique familiale des Marx *d'Yvonne Kapp. Ed. Sociales. 82 F environ.*

« Paroles de patrons »

de L. Duroy et S. Moles

Ce livre consiste en une série de douze interviews de patrons de petites, moyennes et grandes entreprises réalisées par deux journalistes. Cela va de Mésségué qui emploie 130 personnes jusqu'à Antoine Guichard dont les magasins Casino ont 20 000 salariés dans toute la France, en passant par Ricard, Mérieux (les laboratoires lyonnais), Prouvost de la Lainière de Roubaix, etc...

D'après les auteurs, qui ont contacté 500 patrons et en ont interviewé 40, ces douze-là sont « représentatifs du patronat français ».

Dans ces interviews « à cœur ouvert », les patrons se révèlent tels qu'ils sont, attachés aux valeurs « sûres » : la famille, le travail. Persuadés, comme Calixte, le « Hersant du saucisson », que l'on peut très bien « *s'épanouir en étiquetant des saucissons toute la vie comme en écrivant de la musique toute la vie* », que les ouvriers n'ont qu'une envie : « *travailler soixante heures plutôt que quarante* ». Ou encore que tout irait mieux s'il n'y avait pas de syndicats, ces « *machins dégueulasses* », « *ces associations de malfaiteurs* » comme le dit Ricard, roi du pastis et anticommuniste primaire, ce qui ne l'empêche pas d'avoir son stand à la Fête de *L'Humanité.*

Ces patrons sont, à quelques exceptions près, hostiles à la politique, aux technocrates, aux énarques (« les politiques : des gens qui empêchent les entreprises de tourner comme il faut », dit Antoine Guichard), même s'ils intriguent pour se faire élire ou faire élire leurs candidats, et même s'ils connaissent tous les dessous de la politique locale. A part Evelyne Baylet, directrice de *La Dépêche du Midi* et radicale de gauche, tous les patrons interrogés sont effrayés par le mot « gauche » ; ils trouvent Giscard trop libéral et lui préfèrent Chirac, « *un type qui a des tripes* », à moins que, comme Ricard, ils n'hésitent entre Chirac... et Rocard, ou encore comme Jean Becker, constructeur de courts de tennis, ils n'avouent ouvertement être un « *fascho bien pensant* ».

A de rares exceptions près, leur langage est frustre et leur pensée plutôt simpliste. Il faut dire que les auteurs ont choisi leurs cibles et ne les ménagent pas.

Les interviews sont d'intérêt inégal

mais l'ensemble est vivant. Et si le but que se sont donné les auteurs, tracer le portrait représentatif de l'ensemble du patronat français, n'est pas atteint puisqu'il y manque le monde de la finance et les dirigeants des trusts, les véritables maîtres de l'économie, il reste néanmoins un portait intéressant d'un certain patronat dont « *le pouvoir va bien au-delà de leur rôle de patron* », par les relations étroites qu'il entretient avec le monde des politiciens, et le rôle qu'il joue au niveau des régions.

Sylvie MARECHAL

« Le complexe atomique »

de Bertrand Goldschmidt

Ce livre retrace l'histoire de l'énergie nucléaire civile et militaire depuis 40 ans, racontée par un de ses pères, un partisan inconditionnel des centrales nucléaires. Cela dit, il s'agit d'une synthèse intéressante sur l'histoire de la recherche et de l'application en physique nucléaire depuis la découverte de la fission de l'uranium un peu avant la Seconde Guerre mondiale.

L'auteur a participé de 1942 à 1945 aux Etats-Unis et au Canada aux travaux qui devaient aboutir au « Manhattan project », c'est-à-dire aux bombes d'Hiroshima et de Nagasaki. On a ainsi une foule de détails sur les relations entre les alliés, entre les scientifiques et le pouvoir et sur la façon dont les Américains ont essayé de garder un monopole total sur tout ce qui touchait au nucléaire.

Le livre est divisé en deux parties. La première, « l'explosion », traite de l'atome militaire depuis la bombe d'Hiroshima jusqu'à l'actuelle bombe à neutrons. Il montre combien les efforts déployés pour éviter la dissémination des armes nucléaires ont été vains. Même le secret le plus rigoureux n'a pu empêcher qu'aujourd'hui un certain nombre de pays peuvent construire des armes atomiques.

La seconde partie, « la combustion », est consacrée essentiellement aux centrales nucléaires. Dirigeant du CEA jusqu'en 1978, Bertrand Goldschmidt a suivi de très près la politique du gouvernement français en la matière, ainsi que celle menée par les autres Etats industrialisés. Les intérêts des grands groupes industriels ne sont que très rarement évoqués, ce qui fait que les choix du gouvernement semblent être toujours le fruit du hasard !

Bertrand Goldschmidt parie sur un développement encore plus important des centrales nucléaires dans les années 1980, quand on aura oublié l'accident de Three Mile Island : il y a de quoi frémir !

A. LEMART

Le complexe atomique **de Bertrand Golschmidt. Ed. Fayard. 469 p. Environ 69 F.**

LITTERATURE SOVIETIQUE

Un petit jeune qui monte

Lundi 31 mars, à Moscou, la plus haute distinction littéraire soviétique, le prix Lénine de littérature, a été remis à son lauréat de cette année, un certain Léonid Brejnev. Celui-ci a en effet écrit trois livres, *La petite terre, Renaissance,* et *Les Terres vierges !*

***Lutte Ouvrière* n'ayant malheureusement pas pu se procurer ces livres, il nous est impossible d'en parler à nos lecteurs. Mais on peut se faire une idée de leur contenu par ce commentaire de Brejnev sur son œuvre : il a voulu, a-t-il dit, transmettre *« une expérience qui soit utile aux gens d'aujourd'hui »* car *« il a vu de tout dans sa vie »*, et parce que *« le temps court vite »*, et que *« on ne peut pas l'arrêter »*...**

Pensées originales en effet, qui méritaient d'être transmises aux générations futures ! Et Brejnev a donné une idée de ses conceptions en littérature : *« Il est temps de renoncer aux paroles pompeuses, aux formules creuses, aux répétitions mécaniques »* a-t-il dit, parlant semble-t-il en connaissance. Et d'ajouter : *« Il faut prendre l'habitude d'écrire en mettant dans chaque phrase une idée personnelle, ses propres sentiments ».*

S'il faut maintenant n'écrire que lorsqu'on a quelque chose à dire, la littérature officielle soviétique risque de diminuer de volume !

LIVRES LIVRES LIVRES

« Les gens de Smiley »

de John Le Carré

John Le Carré, après plusieurs romans d'espionnage dont **L'espion qui venait du froid** qui l'a rendu célèbre, vient de publier un nouvel ouvrage du même genre. Comme toujours chez Le Carré, les espions n'ont rien à voir avec les James Bond, il n'y a ni gadgets ultra-modernes, ni femmes fatales. Au contraire, tout le roman de Le Carré se situe volontairement dans la grisaille.

Ses personnages — une bonne partie sont des émigrés russes qui vivent en Angleterre — sont plutôt tristes. Le héros, Smiley, pourtant ancien chef du contre-espionnage, ne comprend pas très vite et demande qu'on répète deux fois, il est bedonnant et se fatigue dès qu'il monte quelques étages.

Comme quoi l'espionnage au quotidien, ce n'est ni héroïque, ni drôle. L'aventure disparaît sous le poids de la routine.

On veut bien croire que cette images de l'espionnage soit plus réelle que celle que donnent les James Bond et autres SAS ! En tout cas, on se laisse tout de suite prendre par l'énigme et le roman tient en haleine. Evidemment, il faut accepter les conventions du genre : le héros est anglais et le méchant est russe. Mais le récit de John Le Carré n'a d'autre prétention que de faire passer quelques heures de détente. Il y réussit très bien.

Bertrand GORDES

Les gens de Smiley **de John Le Carré.**

« La folle de Chaillot »

de Giraudoux

La Folle de Chaillot raconte la lutte d'une vieille originale, Aurélie, qui dans le monde de l'entre-deux guerres croit encore à la pureté et à la bonté, contre des trafiquants, des affairistes uniquement intéressés par l'argent et qui veulent forer tout Chaillot pour y trouver du pétrole.

Aurélie, la Folle de Chaillot, triomphe, bien sûr. Parce qu'elle est d'une époque où, prétend-elle, les êtres humains n'étaient pas si bêtement uniformisés, transformés par l'appât du gain. Parce qu'elle a dans son camp la beauté, la jeunesse, la bonté symbolisées par quelques jeunes qui croient encore à la vie ; et enfin parce que la pièce est bien morale !

Une pièce verbeuse, vieillotte et, à part quelques traits qui font sourire, très ennuyeuse.

Sylvie MARECHAL

La Folle de Chaillot, **au théâtre de l'Odéon - Place de l'Odéon.**

« La résistance indienne aux Etats-Unis »

du XVI^e^ au XX^e^ siècle

Présenté par Elise Marienstras

Ce nouveau titre de la collection Archives **retrace — par des documents rassemblés — la lutte des Indiens contre les colonisateurs qui ont rayé leurs peuples de la carte par tous les moyens : massacres, traités violés sitôt signés, etc., tout en donnant une image de sauvages indignes de vivre, qu'il était juste d'exterminer pour laisser la place à la « civilisation ».**

Aujourd'hui encore, les Indiens qui vivent aux USA se battent pour faire reconnaître leurs droits. Ainsi, en 1973, par une action d'éclat à Wonded Knee, endroit où eut lieu un terrible massacre en 1890, ils dénoncèrent les conditions misérables dans lesquelles ils vivent : malnutrition, maladies et chômage sont leur lot ; le taux d'arrestation des Indiens est trois fois plus élevé que celui des Noirs américains et dix fois plus élevé que celui des Blancs.

Le mérite de ce livre est de rappeler que la plus puissante des nations capitalistes s'est constituée en exterminant un autre peuple, qui a résisté pendant des siècles et continue encore aujourd'hui à défendre son droit à l'existence.

Laurence VINON

Après le massacre de Wounded Knee, en 1890, les fossoyeurs enterrent les corps.

La résistance indienne aux Etats-Unis du XVI^e^ siècle au XX^e^ siècle présentée par E. Marienstras. Collection Archives. Environ 20 F.

« Le poids du temps »

de Giuseppe Bonaviri

A Mineo, toute petite ville de Sicile, un nouveau médecin vient d'arriver.

C'est l'histoire de ce jeune médecin, membre du Parti Communiste, que Giuseppe Bonaviri conte dans **Le poids du temps,** de ses relations avec l'administration (qui calcule toujours en fonction des élections prochaines), des difficultés qu'il rencontre avec les paysans (pour la vaccination par exemple), leurs préjugés.

Si à travers ce livre on entrevoit la vie des paysans siciliens, leur grande misère, Giuseppe Bonaviri fait surtout ressentir la grande monotonie de la vie du médecin, son ennui dans ce petit village et le peu de rapports et de compréhension réciproque entre lui et les paysans.

A part le dernier chapitre où l'auteur fait vivre ces paysans siciliens obligés de quitter leur terre, leur famille quelquefois, pour aller chercher du travail à l'étranger, **Le poids du temps** est un livre bien pesant.

Marielle LEMONNIER

Le poids du temps, **de Giuseppe Bonaviri, éd. Denoël. Prix, environ 50 F, 186 pages.**

Sélection télé

Samedi 5 avril

A2. 23 h 10. **Les carnets de l'aventure.** La descente des Grandes Jorasses par Sylvain Saudan, qui se fait appeler le « skieur de l'impossible ». Pour amateurs d'émotions fortes.

Dimanche 6 avril

TF1. 20 h 30. Film comique : **Le distrait,** de Pierre Richard. Une satire du monde de la publicité à travers une série de gags.
A2. 12 h. **Concert.** L'orchestre philharmonique de Berlin, avec H. von Karajan, interprète quatre ouvertures d'opéras : *Guillaume Tell* de Rossini, le *Freischütz* de Weber, *Coriolan* et *Egmont* de Beethoven.
A2. 13 h 20. **Colorado.** Feuilleton en 14 épisodes, d'après le roman *Colorado Saga* de James Michener. L'histoire des USA, des origines aux temps modernes.
A2. 15 h 45. **Des animaux et des hommes.** Une expédition scientifique sur la vie des baleines.
FR3. 20 h 30. **Les grandes villes du monde : Londres.** Du XVII^e^ siècle à nos jours, de la lutte entre le pouvoir royal et les marchands de la « City » aux problèmes du Londres d'aujourd'hui avec ses affrontements raciaux.
FR3. 22 h 35. Film comique : **Une nuit à l'opéra,** un des chefs d'œuvre des Marx Brothers.

Lundi 7 avril

TF1. 22 h. **Fernand Raynaud ou la quête du rire.** Avec des extraits des sketches les plus célèbres du comédien, mais aussi des témoignages de ceux qui l'ont connu.
A2. 22 h 15. **Le temps des cathédrales.** Septième émission sur un texte de Georges Duby, historien, spécialiste du Moyen Age. A travers l'histoire des cathédrales, l'histoire tout court. Cette fois, au XV^e^ siècle, l'orée de la Renaissance.
FR3. 20 h 30. Film comique : **Pas de problème,** avec Miou-Miou, Bernard Menez, Jean Lefebvre. Les périgrinations d'un cadavre embarrassant.

Mardi 8 avril

TF1. 22 h. **La fête à Boris.** Rétrospective sur Boris Vian, à l'occasion du 20^e^ anniversaire de sa mort.
A2. 20 h 40. **Les dossiers de l'écran.** Pas de religion à Pâques ? Cela aurait été un miracle ! Nous aurons donc droit au **Jésus de Nazareth,** de Franco Zeffirelli, dont il faut paraît-il admirer la foi, les qualités esthétiques et la longueur puisqu'il y aura quatre parties de 90 minutes chacune tout au long de la semaine, dont la dernière servira d'introduction aux **Dossiers de l'écran.**

Heureusement, la providence a prévu deux autres chaînes.

Mercredi 9 avril

A2. 22 h 05. **Objectif demain.** Le titre de cette émission peut paraître paradoxal puisqu'elle est consacrée cette fois-ci... à un montage sur les dinosaures, présenté par Philippe Taquet, chargé de recherches au CNRS.
FR3. 22 h 30. **Cycle Jean Gabin. Les misérables** (1re partie). D'après le roman de Victor Hugo. Avec Jean Gabin, Fernand Ledoux, Bernard Blier et Bourvil.

Jeudi 10 avril

A2. 20 h 35. Film : **Un balcon en forêt,** de Michel Mitrani, avec Humbert Balsan et Jacques Villeret, d'après le roman de Julien Gracq. La « drôle de guerre » en 1939 dans les Ardennes.
FR3. 20 h 35. **Cycle Jean Gabin. Les misérables** (2e partie).

Vendredi 11 avril

FR3. 20 h 30. **Le nouveau vendredi. De l'autre côté du Rio Grande.** Un reportage sur les Mexicains qui émigrent clandestinemesnt aux Etats-Unis et y subissent la pire exploitation.

FILMS FILMS FILMS

« Le guignolo »

AVEC JEAN-PAUL BELMONDO

Un petit escroc rocambolesque, amateur de beaux tableaux et de beaux bijoux, pour l'instant à l'ombre d'une maison d'arrêt, profite de ses permissions pour garder la main et s'adonner à sa passion pour les « beaux arts »... Il voudrait bien donner dans le genre « gentleman-cambrioleur », mais s'avère plus doué pour s'introduire dans le lit des belles et riches maîtresses de maison esseulées que dans les appartements la nuit...

Libéré pour « bonne conduite », et après plusieurs aventures qui, si elles ne lui apportent pas toutes la richesse escomptée, lui ouvrent là encore le lit de beautés vite conquises, il se trouve embarqué dans une aventure d'espionnage dont il ne comprend ni les tenants ni les aboutissants.

Une heure et demie de Belmondo. Belmondo dans toutes les tenues, sous toutes les coutures, dans toutes les postures, sur terre, sur mer, dans les airs... et dans les lits, avec une prédilection toute particulière pour ses mimiques, ses sourires, ses clins d'œil, ses exploits guignolesques, ne fait pas un bon film.

Et bien que le scénariste, Michel Audiard, n'ait pas lésiné sur les blagues et quiproquos classiques des comédies de boulevard — avec l'inévitable pointe misogyne à laquelle s'ajoute ici un peu de chauvinisme —, on rit peu dans la salle où les gags tombent souvent à plat.

Heureusement, le film se déroule à Venise et la ville est fort belle !

Mais le plus réussi dans cette entreprise est encore l'opération publicitaire qui accompagne le film à sa sortie !

Sophie GARGAN

« Ras le cœur »

Les amours sont difficiles entre Julien, architecte au chômage vivant de petits boulots qui ne lui plaisent guère, et Barbara, danseuse étrangère qui n'a pas trouvé d'engagement. Après des péripéties compliquées (Barbara est pourchassée par un flic crapuleux de la Mondaine), ils décident de s'installer ensemble.

Mais ils sont en proie à un douloureux mal de vivre... douloureux pour tout le monde !

R. P.

« Les Muppets »

Kemit, une grenouille verte, veut faire une audition à Hollywood. Aussi part-elle en vélo, puis en voiture, afin de pouvoir devenir célèbre. En chemin, elle rencontre un ours, d'autres animaux, tombe amoureux d'une cochonne, et toute la bande des Muppets arrivera à Hollywood malgré un très méchant homme qui veut l'utiliser pour ses spots publicitaires (il est propriétaire d'une chaîne de restaurants de cuisses de grenouilles).

Ces animaux en peluche parmi les vivants sont lancés pour la première fois au cinéma après avoir connu un certain succès à la télévision.

On rit parfois, quand par exemple le couple formé de Kemit-la-Grenouille et de Piggy-la-Cochonne parodient James Dean et Marilyn Monroë. Mais on est très vite déçu, et pendant une heure trente les Muppets ne passent pas le grand écran.

M. L.

Sélection cinéma

Films récents

SCUM de A. Clarke.

La dénonciation des maisons de redressement, en Angleterre.

Gaumont-Richelieu (2e). Quartier-Latin (5e). Marignan (8e). Montparnasse-Pathé (14e). Gaumont-Sud (14e). Clichy-Pathé (18e).

JUSTICE POUR TOUS de N. Jewison

A la fois tragique et drôle, un film qui s'en prend à l'image officielle sur la justice « égale pour tous ».

Biarritz (8e). Caméo (9e).

KRAMER CONTRE KRAMER de R. Benton.

Les problèmes du divorce, quand chacun des parents voudrait bien conserver son enfant et les liens « maternels » entre un père et son fils. Un film émouvant.

Gaumont Les Halles (1er). Berlitz (2e). Gaumont Richelieu (2e). Quintette (5e). Gaumont-Champs-Elysées (8e). Montparnasse-Pathé (14e). Convention (15e). Mayfer (16e). Clichy-Pathé (18e). Gambetta (20e).

L'OEIL DU MAÎTRE de S. Kurc

Censure et déformation de la vérité à la télévision.

Luxembourg (6e).

LA FEMME FLIC de Yves Boisset.

Une jeune inspectrice qui croit à son métier et pense qu'elle doit d'abord protéger les gens découvre que la police ne saurait s'attaquer aux puissants.

Madeleine (8e). Marbœuf (8e).

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN de R.W. Fassbinder.

La vie d'une jeune femme dans l'Allemagne d'après-guerre.

UGC Opéra (2e). Odéon (6e). Marbœuf (8e). Bienvenue (15e). 14 Juillet (15e).

HAIR de Milos Forman.

Film musical. Un groupe de hippies américains, pour des rapports plus fraternels, contre la guerre du Vietnam.

Palais des Arts (3e).

QUE VIVA MEXICO de S. M. Eisenstein

Une fresque du Mexique par l'auteur du *Cuirassé Potemkine.*

Bonaparte (6e).

BLUE COLLAR de P. Shreder.

Un aspect de la vie de la classe ouvrière aux Etats-Unis.

Olympic (14e) (vo). Cinéma Présent (19e) (vo).

LA VIE DEVANT SOI de M. Mizrahi.

D'après le célèbre roman d'Emile Ajar, avec Simone Signoret. L'affection entre un petit Arabe et sa nourrice, une ancienne prostituée d'origine juive, dans le quartier de Belleville à Paris.

Palace (15e).

LA FLUTE ENCHANTÉE de I. Bergman.

L'opéra de Mozart, filmé par Bergman.

Boîte-à-Films (17e) (vo).

Et un festival Charles Chaplin au Studio Logos (5e).

Avec notamment ***Le dictateur, Les temps modernes, La ruée vers l'or*** et ***M. Verdoux.***

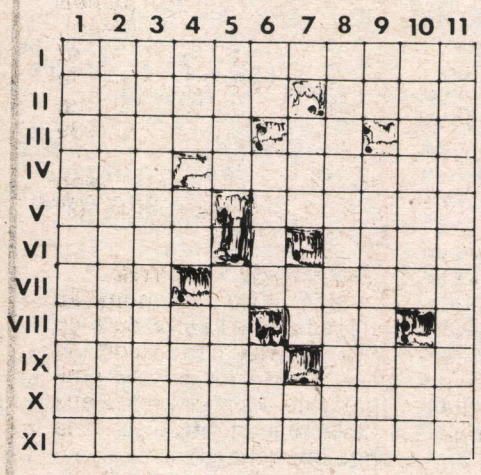
...et moins récents

C'ÉTAIT DEMAIN de N. Meyer.

Un voyage dans le temps où l'on découvre le XXe siècle avec les yeux étonnés d'un socialiste du XIXe.

Impérial (2e). Saint-Germain Village (5e) (vo). Marignan (8e) (vo). Montparnasse Pathé (14e).

Mots croisés



HORIZONTALEMENT. — I. Dans les nuages (mot composé). — II. Pardon. Dévoilée. — III. Départ. Parti. — IV. Refuge. Distillat du charbon. — V. Est obligé. Petite volaille. — VI. Génie. Direction. — VII. Ego. Nettoie encore. — VIII. Semblable. Elle est avant les autres. — IX. Etait sur le Tigre. Monceau. — X. Revirement (mot composé).

VERTICALEMENT. — 1. Beaucoup. — 2. Usage des rayons. — 3. Transformant chimiquement. — 4. Arrose les Anglais. Règle. Attache. — 5. Proportion. Fut distrait. — 6. Liaison. Embarcation. Embryon d'équipe. — 7. Lettre. Vu écrit. — 8. Continuelle. — 9. Roulé. Bleu. — 10. Récit imaginaire. Réfléchi.

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
I	A	M	B	A	S	S	A	D	E	S	
II	R	A	I	R	E	■	U	■	U	E	
III	B	I	L	A	N	■	S	A	P	E	
IV	I	T	E	■	S	O	T	T	E	S	
V	T	R	■	M	A	R	R	O	N	■	
VI	R	E	J	E	T	■	A	M	■	U	
VII	A	S	S	A	I	L	L	I	E	S	
VIII	I	S	■	T	O	N	I	Q	U	E	
IX	R	E	A	■	N	■	E	U	R	E	
X	E	S	S	E	S	■	N	E	E	S	
XI											

LES BRETONS A PARIS

« MAREE NOIRE, Y'EN A MARRE »

Mardi 2 avril, six à sept cents Bretons en colère ont débarqué à Paris, élus locaux ceints de leurs écharpes tricolores en tête. Venus par train spécial, brandissant banderoles et drapeaux bretons, arborant cirés maculés de mazout et pancartes accusatrices, ils souhaitaient être reçus par Giscard pour lui faire part de leur exaspération devant la succession de marées noires sur leurs côtes

La rencontre n'a pas eu lieu. Le président de la République a envoyé son secrétaire et... les CRS. Les Bretons ont refusé de rencontrer le premier, mais n'ont pu éviter les seconds. Il y en avait partout. Du coup ils ont préféré bloquer la Place de la Concorde pendant une heure et demie et manifester dans les rues. « *Pétrole, ras-le-bol* », « *Les CRS au mazout* » criaient-ils. Certains offraient des pots de yaourts remplis de pétrole, d'autres tentaient de barbouiller les CRS au moyen d'éponges imprégnées.

La déception était grande, mais la rage aussi. « *Regardez le dispositif policier, on nous traite comme des bandits. Si le gouvernement le prend comme ça nous allons changer de méthode* ». Giscard refusait de recevoir la délégation bretonne. Mais devant la colère, il a finalement publié un communiqué embarrassé pour expliquer que son secrétaire avait justement reçu pour mission de préparer une entrevue future !

Il faut dire que les Bretons ont le sentiment justifié d'être totalement abandonnés par le pouvoir, sauf bien entendu lorsqu'il s'agit de leur imposer des centrales nucléaires ! A chaque catastrophe, le scénario est le même.

Les pouvoirs publics minimisent les risques quand ils ne mentent pas purement et simplement. Puis, la catastrophe advenue, ils adoptent des mesures dérisoires, toujours les mêmes, les plus faciles et les moins onéreuses. Ils mobilisent les soldats, ces 2e classes mis à toutes les contributions dès qu'il y a des corvées : poubelles en cas de grève, pétrole en cas de marée noire. Ils font appel au matériel le plus sophistiqué et élaboré de la technique française : les pelles et les seaux...

Au début, la population bretonne elle-même se mobilisait. Des jeunes lycéens et étudiants, des volontaires écologistes venaient de la France entière, parfois même de l'étranger. Les pouvoirs publics, même pas capables d'ailleurs d'héberger tout le monde, se satisfaisaient d'un élan de solidarité dont les effets masquaient leur carence.

Aujourd'hui, les Bretons n'y croient plus. Déçus d'abord, maintenant exaspérés, ils refusent de mettre la main au pétrole. Seuls les « bidasses » restent de corvée...

Il faut dire que l'incompétence et surtout l'inaction du gouvernement n'arrivent plus à masquer l'absence de réalisation. Pour empêcher les accidents, pour faire payer les compagnies, pour nettoyer et rénover le littoral, rien ou presque.

La moitié du Tanio **qui n'a pas coulé... Mais l'autre, au fond, continue de déverser ses 7 tonnes de pétrole par jour.** (AFP)

« *Cela devient un phénomène répétitif* », reconnaissent pourtant les spécialistes, ajoutant : « *Pour le* Tanio, *les techniques et matériels mis au point lors des catastrophes précédentes peuvent resservir* ». Mais resservir à quoi, puisque rien jusqu'à présent n'a été réellement efficace ?

Bien maigre consolation pour les Bretons de savoir que la France serait, paraît-il, en passe de devenir le premier spécialiste des méthodes contre la pollution marine... Mieux vaudrait qu'il n'y ait pas de marée noire, et c'est ce qu'ils sont venus crier à Paris.

Jean-Pierre Soissons, de son côté, ministre du Tourisme, s'empressait d'annoncer quelques mesures dérisoires — des réductions sur les voyages SNCF ! — pour attirer les vacanciers en Bretagne !

Des entrevues et des mesures pour calmer la population mais non pour résoudre les problèmes. Du vent, encore du vent, mais un vent qui attise la colère et qui est de ceux qui sèment les tempêtes.

Alain MARQUET

« Ce que vous voyez à la télévision, c'est le centième de la réalité »

Elle a la cinquantaine. Elle est « montée » à Paris parce qu'elle en a « marre de la marée noire ». Elle raconte :

« Nous sommes venus de Bretagne, tout un train complet. Il y a parmi nous 60 maires, plus d'autres élus.

A l'Elysée, il y avait 30 ou 40 cars de CRS, ils étaient trois fois plus nombreux que nous. Ils nous ont empêchés de passer. Des élus, le maire de Trégastel et son adjoint, qui ont voulu avancer, ont reçu des coups ; du reste, on a gardé la matraque.

Alors là, on s'en retourne ; ce soir on prend le train à Montparnasse, et on va voir là-bas ce qu'on peut faire, ce qu'on va décider.

— Et en Bretagne, le nettoiement, où en est-on ?

— D'abord, il faut dire que ce que vous voyez à la télévision, c'est le centième de la réalité. Beaucoup de plages ont été touchées. Cette année, moi, je ne suis pas volontaire. Du reste, il n'y a aucun volontaire, c'est une consigne des maires. On en a assez, il n'y a pas de moyens. Ce sont les soldats qui essaient de nettoyer les plages, mais c'est très difficile. Le jet d'eau ne suffit pas, le fuel est trop épais.

— Quels sont vos rapports avec les soldats ? Comprennent-ils qu'il n'y ait pas de volontaires ?

— Les soldats restent quinze jours, puis sont remplacés. Nos rapports sont très bons. Les petits gars, ils sont invités dans les familles. C'est eux qui doivent faire le travail, ils sont obligés, et avec aucun moyen.

Vraiment, des marées noires, il y en a marre ! »

Pétrole pour tous les goûts

A propos de la marée noire, nous avons interrogé J.-Y. Monnat, maître-assistant à la faculté de Brest, membre de la Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne, à propos des méfaits du pétrole du *Tanio* et de la pollution qu'il cause :

« Le premier, c'était le *Torrey Canyon.* C'était un brut qui était déjà altéré, donc un truc très volatil, très toxique. Et en plus de cela, il était toxique parce qu'il y a eu, pardessus, tous les détergents qu'on y avait mis et qui n'étaient pas automatiquement dégradés. Donc, il y a eu détergents plus pétrole à être arrivés en Bretagne au moment du *Torrey Canyon.*

Après cela, il y a eu l'*Olympic-Bravery.* Ça, c'était un accident relativement mineur : c'était un fuel de combustion. Il y a eu le *Bohlen,* qui était un brut aussi, c'est-à-dire un pétrole non raffiné, mais qui était, lui, très lourd. Il flottait entre deux eaux. Il était très bitumineux. Mais, par rapport à un pétrole raffiné, il avait encore tous ses produits volatils, tous ses produits toxiques en particulier. Ce sont eux qui ont une toxicité, une mortalité immédiates sur tous les animaux.

Puis il y a eu l'*Amoco-Cadiz,* qui était un brut très, très léger, à tel point qu'on pouvait considérer que près d'un tiers du tonnage est parti dans l'atmosphère, parce que c'était des gaz volatils.

Et puis il y a eu ensuite le *Seavaliant* qui a fait des ravages dans la baie de Douarnenez, l'année dernière. C'était un fuel de combustion de bateau, donc un peu plus léger que celui-ci. Et puis, il y a eu le *Gino,* avec un résidu de « cracking », la fin du raffinage : on a des résidus, des goudrons, des bitumes, des trucs assez dégueulasses. Il est actuellement au fond de la mer, parce qu'il est plus lourd que l'eau. Il flue au fond, il est très, très riche en substances pas toxiques immédiatement, mais toxiques à long terme et hautement cancérigènes. A mon avis, c'est plus grave que les autres pollutions pétrolières, bien qu'on n'en parle pas.

Et puis cette année, il y a le *Tanio,* qui est un fuel numéro deux. Ce n'est pas un brut, c'est un produit raffiné. Il n'y a pratiquement plus rien de volatil. C'est un produit qui ne sent rien en fait, sauf si on y met le nez dessus ; mais par rapport à l'*Amoco-Cadiz,* qu'on avait senti à 100 ou 200 km de l'accident, ça n'a rien à voir. Le gros « avantage », c'est qu'il n'y a plus de produits toxiques dedans et qu'il n'y a donc pas de mortalité par toxicité immédiate. Mais ça a un gros désavantage : c'est que si on en met 3 000 tonnes à la mer, ces 3 000 tonnes arriveront quelque part, elles ne vont pas se transformer ou peu se dégrader (...). »

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 46 450